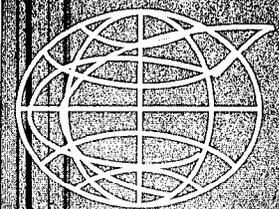


INTOSAI



Revue
internationale
de la vérification
des comptes publics

Octobre 1998



Revue internationale de la vérification des comptes publics

Octobre 1998—Vol. 25, n° 4

© 1998 International Journal of Government Auditing Inc.

La *Revue internationale de la vérification des comptes publics* est publiée tous les trimestres (janvier, avril, juillet et octobre) pour le compte de l'INTOSAI (Organisation internationale des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques) en allemand, en anglais, en arabe, en espagnol et en français. La *Revue*, organe officiel de l'INTOSAI, vise au perfectionnement des procédés et techniques de vérification des comptes publics. Les opinions et les idées formulées n'engagent que la rédaction et les auteurs des textes et ne reflètent pas nécessairement les vues ou l'orientation de l'Organisation.

La rédaction invite les intéressés à soumettre des articles, des rapports spéciaux ou des faits divers à ses bureaux, aux soins du U.S. General Accounting Office, Room 7806, 441 G Street NW, Washington, D.C. 20548, U.S.A. (téléphone : (202) 512-4707, télécopieur : (202) 512-4021, courrier électronique : <75607.1051@compuserve.com>).

La *Revue* sert parfois de document pédagogique. La rédaction accorde donc la préférence aux articles traitant d'aspects pratiques de la vérification des comptes publics. Il peut s'agir d'études de cas, de commentaires sur de nouvelles méthodes de vérification ou de descriptions de programmes de formation en vérification. Les articles traitant surtout d'aspects théoriques ne conviennent guère.

La *Revue* est distribuée aux directeurs de toutes les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques du monde qui participent aux activités de l'INTOSAI. Les autres intéressés doivent s'abonner au coût de 5 \$ US par année. Pour toutes les versions, il faut acheminer correspondance et chèques au bureau administratif de la *Revue* - P.O. Box 50009, Washington, D.C. 20004, U.S.A.

Les articles de la *Revue* sont répertoriés dans l'*Accountants' Index* par l'American Institute of Certified Public Accountants et présentés dans la publication *Management Contents*. Des articles choisis figurent également dans les comptes rendus analytiques publiés par les sociétés Anbar Management Services, de Wembley, en Angleterre, et University Microfilms International, de Ann Arbor (Michigan), aux États-Unis.

Table des matières

- 1 **Éditorial**
- 3 **En bref**
- 20 **Congrès régional de la SPASAI**
- 23 **Programme régional de formation à long terme de l'OLACEFS/IDI**
- 25 **Profil : Cour des comptes du Maroc**
- 27 **Publications à signaler**
- 28 **Dans le cadre de l'INTOSAI**

Conseil de rédaction

Franz Fiedler, président de la Cour des comptes de l'Autriche
L. Denis Desautels, vérificateur général du Canada
Ismail Ayari, premier président, Cour des comptes de la Tunisie
James F. Hinchman, contrôleur général p. i. des États-Unis
Eduardo Roche Lander, contrôleur général du Venezuela

Présidente

Linda L. Weeks (É.-U.)

Rédacteur en chef

Donald R. Drach (É.-U.)

Adjointe du rédacteur en chef

Linda J. Sellkavaag (É.-U.)

Rédacteurs

William Woodley (Canada)
Kiyoshi Okamoto (ASOSAI-Japon)
Luseane Sikalu (SPASAI-Tonga)
Michael C. G. Paynter (CAROSAI-Trinité-et-Tobago)
Secrétariat général de l'EUROSAI (Espagne)
Khemais Hosni (Tunisie)
Cristina Rojas Valery (Venezuela)
Secrétariat général de l'INTOSAI (Autriche)
U.S. General Accounting Office (É.-U.)

Production/Administration

Sebrina Chase (É.-U.)

Finances

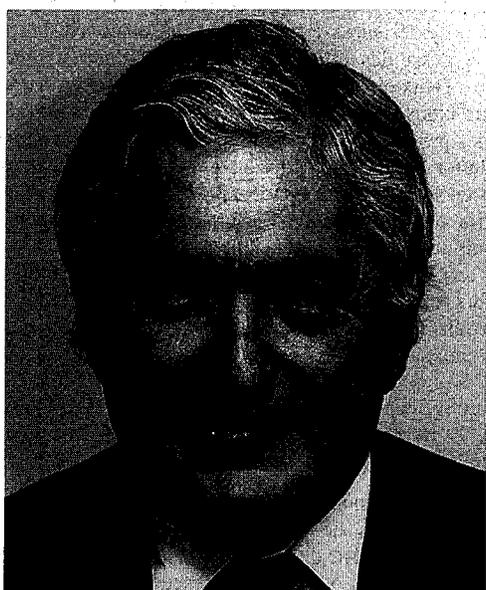
Jagdish Narang (É.-U.)

Membres du Comité directeur de l'INTOSAI

Shawky Al-Sayed Ahmed Khater, président, Organisation centrale de contrôle des finances publiques, Égypte, président
Guillermo Ramirez, président, Cour des comptes, Uruguay, premier vice-président
Tawfik I. Tawfik, ministre d'État et président du Bureau général de contrôle, Arabie Saoudite, second vice-président
Franz Fiedler, président, Cour des comptes, Autriche, secrétaire général
Patrick Barrett, vérificateur général, Australie
E. David Griffith, vérificateur général, Barbade
Homero Santos, ministre-président, Cour des comptes, Brésil
Lucy Gwanmesia, ministre déléguée, Cameroun
L. Denis Desautels, vérificateur général, Canada
Hedda Von Wedel, présidente, Cour des comptes, Allemagne
V.K. Shunglu, contrôleur et vérificateur général, Inde
Javier Castillo Ayala, Cour supérieure des comptes, Mexique
Abdessadeq El Glaoui, président, Cour des comptes, Maroc
Bjarne Mork Eidem, vérificateur général, Norvège
Alfredo Jose de Sousa, président, Cour des comptes, Portugal
Pohiva Tui'i'onetoa, vérificateur général, Tonga
David M. Walker, contrôleur général, États-Unis

La corruption nuit au développement — et nuit aux pauvres

Par James D. Wolfensohn, président de la Banque mondiale



M. James D. Wolfensohn

Quelle est l'ampleur du problème?

La corruption est importante. En qualité d'institutions financières internationales, de personnes et de représentants du public ou du secteur privé, il faut établir clairement que la corruption ne fait pas marcher l'économie mais qu'elle constitue plutôt un terrain glissant vers le népotisme et la perte de possibilités. Sur la scène mondiale, la corruption peut susciter la marginalisation. Elle menace de miner le soutien déjà déclinant pour l'aide au développement accordée aux gouvernements. Elle met en péril les investissements du secteur privé. Elle mine la croissance. Enfin, et ce qui n'est pas le pire, elle impose aux pauvres un fardeau démesurément lourd.

Il y a deux ans, la corruption était pratiquement un sujet tabou à la Banque. Elle était considérée comme un sujet politique plutôt que comme un sujet économique — et du ressort des organisations politiques uniquement. Mais l'an dernier, lors des assemblées annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à Hong Kong, la corruption a été un des thèmes centraux débattus par les ministres des Finances. Pourquoi? Parce qu'on admet maintenant que le fait de ne pas lutter contre la corruption a un prix économique énorme. La corruption a un effet pervers sur le développement.

Mais s'attaquer à la corruption ne veut pas dire s'attaquer uniquement à ceux qui sont corrompus. Il faut aussi s'attaquer aux responsables de la corruption — dans les pays en développement et dans le monde industrialisé — même si cela est difficile et peut sembler un peu trop près de certains d'entre nous. Entre autres, cela veut dire ratifier rapidement la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions

commerciales internationales et inscrire ses dispositions dans les lois nationales. Cela veut dire s'assurer que l'appareil judiciaire et les vérificateurs généraux sont véritablement indépendants et efficaces. Cela veut dire créer un langage commun des affaires et du gouvernement par la voie de normes de comptabilité et de vérification, de sorte que les parties intéressées partout dans le monde puissent comprendre les états financiers vérifiés et s'y fier. La transparence et l'information donnent accès à des capitaux moins coûteux.

En définitive, il faut reconnaître que la lutte contre la corruption est synonyme de bon gouvernement, ce qui veut bien souvent dire réformer la fonction publique et la gestion des affaires publiques. Les événements survenus récemment en Asie de l'Est font ressortir l'importance de l'information, d'une réglementation indépendante, des lois antitrust et de la supervision fiscale — non seulement pour que les institutions soient suffisamment solides pour résister aux crises financières, mais aussi pour disposer des poids et contreponds nécessaires pour lutter contre la corruption et en réduire la rentabilité. À la banque mondiale, nous avons commencé à reconnaître que la clé d'un bon gouvernement est la participation des citoyens — leur voix, la libre circulation de l'information et les pressions du public. Bien qu'elles n'aient pas été reconnues jusqu'ici comme des questions économiques courantes, ces questions sont considérées de plus en plus comme des leviers économiques importants. Les raisons sont évidentes — il est difficile d'imaginer une véritable transparence économique sans une presse libre ou founarde ou encore un bon gouvernement sans structures du pouvoir indépendantes et concurrentielles.

Que fait la Banque?

Premièrement, nous assurons l'intégrité des projets que nous finançons par la conception initiale de contrôles de la gestion financière et des contrôles internes des projets ainsi que des marchés du début à la fin. Nous avons également créé un service interne qui enquête sur la corruption au sein du Groupe de la Banque et nous travaillons avec une équipe externe spécialisée dans ce genre d'enquête. Nous n'avons aucune raison de croire qu'il existe un problème de corruption généralisée à la Banque, mais même un cas serait déjà trop.

Deuxièmement, nous avons adopté une nouvelle politique l'an dernier pour aider expressément les pays à lutter contre la corruption. Nous répondons présentement aux demandes d'aide de plusieurs pays membres et nous travaillons avec eux à la mise sur pied d'initiatives de lutte contre la corruption. Ces initiatives consistent à créer des institutions publiques plus solides et meilleures en réformant les administrations judiciaires, fiscales et des douanes, les mécanismes de vérification, les marchés de l'État, la fonction publique et la gestion des finances publiques. Nous jouons un rôle actif dans plus de 20 pays en tenant des ateliers sur l'intégrité à l'échelle nationale à l'intention des journalistes et des fonctionnaires.

Troisièmement, nous travaillons avec nos collègues des banques de développement multilatérales, du Fonds monétaire international,

de l'Organisation de coopération et de développement économiques et d'un certain nombre d'organismes internationaux comme Transparency International afin d'exercer des pressions pour que des mesures multilatérales soient prises.

Quatrièmement, nous travaillons avec le Comité international de normalisation de la comptabilité (IASC) et la Fédération internationale des experts-comptables (IFAC) afin d'améliorer et de développer des normes de comptabilité et de vérification pour le secteur privé et le secteur public. Nous donnons également 900 000 \$ à l'INTOSAI pour l'aider à mettre sur pied des programmes de formation pour le personnel des ISC par l'intermédiaire de l'IDI.

L'INTOSAI et, plus particulièrement, ses membres individuels sont d'importants partenaires pour nous, à la Banque mondiale. Chaque année, nous recevons plus de 5 000 états financiers vérifiés de projets que nous appuyons dans le monde. La moitié des opinions formulées sur ces états sont fournies par des ISC et sont fondées sur les normes de contrôle de l'INTOSAI, augmentées des normes internationales. Nous pouvons faire beaucoup ensemble et nous pouvons apprendre beaucoup les uns des autres. Nous appuyons vos efforts en vue de l'adoption de normes de contrôle interne et avons nous-mêmes rehaussé nos propres contrôles par l'utilisation de lettres de déclaration des gestionnaires et de stratégies d'autoévaluation des contrôles mettant l'accent sur les personnes, la confiance, le travail d'équipe, tout autant que sur la conformité aux procédures à l'aide du modèle du COSO (Committee of Sponsoring Organization). Comme vous, nous voulons veiller à ce que les constatations des vérifications fassent l'objet d'un suivi selon des procédures établies et que la reddition de comptes soit assurée par des moyens comme les comités des comptes publics. Nous aimerions voir à ce que l'on attache autant d'importance à la comptabilité et à la vérification nationales qu'à la comptabilité et à la vérification des investissements relatifs aux projets. Avec une comptabilité et une vérification de meilleure qualité et effectuées au moment opportun, on ne réussira pas à stopper la corruption, mais on la rendra beaucoup plus difficile.

Pour lutter contre la corruption, nous avons besoin de bons outils. C'est là où la profession comptable peut jouer un rôle. Nous avons

besoin de plus de données financières fiables et pertinentes, de meilleurs systèmes de contrôle et de rapports plus transparents. Dans les pays qui n'ont pas la capacité professionnelle, la Banque oeuvre et continue d'oeuvrer pour étendre la profession comptable, tant dans le secteur privé que dans le secteur public — afin que celle-ci puisse jouer un rôle plus important dans la lutte contre la corruption.

Quelles sont les principales questions envisagées?

Mais au-delà de ce programme, il faut reconnaître trois questions essentielles. Premièrement, les solutions rapides ne donneront rien. Il faut s'attaquer aux causes de la corruption, non seulement à ses manifestations extérieures. En s'attaquant aux causes de la corruption, on produira aussi des effets en chaîne sur d'autres segments de l'économie. Deuxièmement, les gouvernements et leurs leaders doivent agir. Nous ne pouvons pas imposer des solutions ou résoudre tout seuls les problèmes de corruption. Si les gouvernements veulent vraiment lutter contre la corruption, nous pouvons et nous devons aider, mais de véritables changements n'interviendront pas tant que le pays n'agira pas lui-même. Troisièmement, il faut se méfier des changements superficiels. Depuis que la question de la corruption est passée au centre des préoccupations, les leaders politiques sont de plus en plus tentés de suivre le mouvement et de lutter contre la corruption sans instituer de réforme fondamentale. Les changements de comportement prennent du temps à pénétrer la société, mais il faut pour y parvenir que les écoles donnent des cours d'éthique et que les dirigeants politiques et les chefs de file du monde des affaires donnent l'exemple. Dans de nombreux pays, le vérificateur général doit promouvoir les changements nécessaires.

En bout de ligne, nous réduirons nos prêts si une coopération et une vigilance accrues ne suffisent pas, si la corruption devient généralisée et que le désir du gouvernement national de lutter contre la corruption est inexistant ou est inefficace au point où notre aide ne peut être utilisée efficacement. Nous l'avons fait récemment et nous sommes prêts à le refaire au besoin. ■

N.D.L.R. : La Revue est heureuse de présenter près de 60 articles à la rubrique En bref de ce numéro et nous remercions toutes les ISC et les organisations internationales de nous avoir fourni cette information. Nous pensons que la richesse de l'information contenue dans les pages suivantes aidera à promouvoir la devise de l'INTOSAI « L'expérience mutuelle profite à tous », particulièrement au moment où les institutions supérieures de contrôle dans le monde se préparent à se réunir pour leur congrès triennal à Montevideo, du 7 au 14 novembre 1998.

Afrique du Sud

Conférence des vérificateurs généraux du Commonwealth prévue pour 1999

Le Bureau du vérificateur général de l'Afrique du Sud accueillera le XVII^e Congrès des vérificateurs généraux du Commonwealth du 10 au 13 octobre 1999. Cette prestigieuse manifestation se tiendra dans une ville de renommée internationale, à savoir Sun City. Les préparatifs vont déjà bon train, et une première annonce sera bientôt envoyée à tous les vérificateurs généraux du Commonwealth. Le Congrès se tiendra sous le thème « La vérification au cours du prochain siècle » et portera notamment sur la vérification de gestion, la vérification informatique et la juricomptabilité.

Pour obtenir plus d'information, veuillez communiquer avec le Secrétariat du Congrès par courriel : <debbie@agsa.co.za> ou par Internet : <http://www.agsa.co.za>.

Albanie

Reconduction du mandat des dirigeants de l'ISC

L'Assemblée nationale de l'Albanie a reconduit le mandat du président et des deux vice-présidents du Conseil de l'ISC d'Albanie. M. Mustafa Kercuku a de nouveau été nommé président alors que M. Arben Kraja redevient premier vice-président et Mme Ariana Nati, deuxième vice-présidente. M. Kercuku a été nommé à la présidence de la Commission de contrôle d'État pour la première fois en 1997 (voir le numéro de la *Revue* de janvier 1998, page 3).

Sous la direction de M. Kercuku, l'ISC a récemment publié un rapport sur une foule de questions et de constatations couvrant une période de six mois. Le rapport a été préparé conformément au mandat constitutionnel de l'ISC, et on a reconnu qu'il contribuait à l'amélioration du gouvernement. Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Commission de contrôle d'État, Bul Deshmoret e Kombit, Tirana, Albanie.

Allemagne

Restructuration du système de contrôle du gouvernement fédéral et des États

La structure générale du contrôle au niveau du fédéral et des États a subi un changement spectaculaire visant à accroître l'efficacité et l'efficacé de même que l'indépendance du système de contrôle gouvernemental. Avant la restructuration, dans la plupart des États fédéraux, les missions de contrôle qui devaient être exécutées par les cours de contrôle d'État compétentes étaient préparées et étayées par des organismes de contrôle a priori. Ces organismes recevaient des orientations techniques des cours de contrôle d'État, mais, sur le plan organisationnel, ils étaient intégrés aux bureaux qu'ils devaient contrôler. Cependant, dans d'autres États fédéraux, la tradition voulait que les cours de contrôle d'État soit s'acquittent intégralement de leur mandat en se servant de leurs propres ressources, soit délèguent des tâches précises à des bureaux de contrôle subordonnés. Au cours des dernières années, de plus en plus d'États ont adopté cette dernière structure. Enfin, le contrôle gouvernemental a été restructuré au niveau fédéral en 1997, et la nouvelle structure est entrée en vigueur au début de 1998.

Résultat : les bureaux fédéraux de contrôle a priori ont été démantelés et un nouveau réseau de neuf bureaux fédéraux régionaux de contrôle a été mis sur pied. Ces bureaux relèvent de la Cour fédérale des comptes (Bundesrechnungshof) et appuient et complètent les missions de contrôle fédérales. Les bureaux fédéraux travaillent en étroite collaboration avec la Bundesrechnungshof, et assument, à l'égard des entités contrôlées, le même mandat de contrôle que la Bundesrechnungshof. Lorsque tous les postes seront comblés, chaque bureau régional de contrôle comptera une centaine d'employés.

La restructuration du système de contrôle gouvernemental aura notamment pour effet de le rendre plus efficace et plus efficace. Le nouveau réseau de bureaux permettra aux contrôleurs de s'intéresser moins aux cas isolés et davantage aux faiblesses fondamentales et structurelles dans les divers secteurs de contrôle. En plus, la création de la distance géographique nécessaire entre les contrôleurs et les organismes contrôlés raffermira l'indépendance du contrôle gouvernemental.

L'établissement du nouveau système a grandement contribué à la rationalisation du gouvernement. Au niveau fédéral, quelque 75 bureaux de contrôle a priori ont été démantelés. Cette mesure ayant donné lieu à une importante réduction du personnel de contrôle, elle a permis au gouvernement fédéral des économies d'environ 50 millions de marks par année. Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Bundesrechnungshof, Berliner Strasse 51, D-60311 Frankfurt, République fédérale d'Allemagne; télécopieur : 69-49-2176-2470.

Arabie saoudite

L'ISC accueille des ateliers

Dans le cadre du programme de formation pour les ISC membres approuvé par le Comité permanent de la formation du Conseil des États du Golfe lors de la réunion du secrétariat du Conseil des États du Golfe qui s'est tenue à Riyadh en février 1998, le Bureau de vérification général du Royaume de l'Arabie saoudite a accueilli deux ateliers. Le premier, qui portait sur le développement et l'application de systèmes informatiques, a eu lieu du 25 au 29 avril 1998 et le deuxième, qui portait sur la vérification de gestion, s'est tenu du 9 au 13 mai 1998.

Ces séminaires de formation, qui visent à instaurer et à élargir l'échange d'information et d'expériences entre les vérificateurs des ISC du Conseil des États du Golfe, ont attiré des représentants de toutes les ISC membres. Le président du Bureau de vérification général et l'hôte des séminaires, Tawfik Ibrahim Tawfik, a dit appuyer les séminaires, soulignant que de telles activités motivent les employés, les aident à améliorer leur rendement et favorisent la qualité de la fonction de vérification.

Rapport annuel

Le Bureau de vérification général du Royaume d'Arabie saoudite a soumis son rapport annuel pour l'exercice de 1996 au roi Fahd Bin Abdul Aziz, Gardien des deux mosquées sacrées et premier ministre. Le Rapport contient les résultats des vérifications des ministères, départements, municipalités, entreprises et sociétés qui ont été vérifiés par le Bureau. Il contient aussi un aperçu des activités du Bureau dans le secteur de la vérification informatique, de la formation interne et externe offerte au personnel ainsi que des relations du Bureau

avec les groupes régionaux, les organisations internationales et les autres ISC.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Bureau de vérification général, P. O. Box 7185, University Street, Riyadh 11128, Royaume d'Arabie saoudite.

Argentine

Décès du vérificateur général

C'est avec regret que la *Revue* annonce le décès de M. Vicente Antonio Barros, vérificateur général de l'Argentine, survenu le 5 juillet 1998. M. Barros était un membre fondateur du Bureau national de la vérification de l'Argentine. Il avait commencé à servir avec distinction l'ancienne Cour des comptes en novembre 1990.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Auditoria General de la Nacion, Hipolito Yrigoyen 1236, 2 Piso Cap. FED. C.P. 1086, Buenos Aires, Argentine.

Australie

Nouvelle loi sur la vérification

La nouvelle loi fédérale sur la vérification et les finances publiques, qui est entrée en vigueur en janvier 1998, représente un jalon important dans la réforme du secteur public de l'Australie. Cette loi est venue remplacer la *Loi sur la vérification* de 1901. La *Loi sur le vérificateur général* de 1997, un élément clé de cet ensemble de mesures législatives, réaffirme l'appui du Parlement au fait que le vérificateur général soit le vérificateur externe de tous les organismes du Commonwealth, de toutes les autorités créées par la loi et de toutes les entreprises appartenant au Commonwealth ou contrôlées par celui-ci. La loi prévoit un mandat fixe d'une durée de dix ans pour le vérificateur général et renforce l'indépendance du Bureau du vérificateur général.

Les modifications législatives autorisent également le Comité des comptes publics à agir à titre de comité de vérification du Parlement. Ses fonctions l'amènent notamment à approuver les candidats proposés pour le poste de vérificateur général et de vérificateur externe de l'ANAO (Australian National Audit Office), à examiner les besoins en ressources et les activités du Bureau et à conseiller le vérificateur général sur les priorités du Parlement en matière de vérification.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Australian National Audit Office, Centenary House, 19 National Circuit, Barton ACT 2600, Australie.

Bangladesh

L'ISC amorce des réformes

L'ISC du Bangladesh a récemment inauguré un programme financé par le PNUD dont l'objet est d'améliorer la qualité des vérifications du Bureau du contrôleur et vérificateur général et de permettre l'acquisition du matériel et de l'équipement nécessaires pour respecter les normes de vérification reconnues à l'échelle internationale. Ce programme s'inscrit dans un projet de réforme de la gestion financière à l'échelle du gouvernement qui a introduit en juillet 1998 un nouveau plan budgétaire et comptable.

À la lumière des améliorations auxquelles ce nouveau plan devrait donner lieu, le Bureau du contrôleur et vérificateur général projette d'instaurer un programme en vue d'améliorer la qualité de la vérification dans les ministères qui s'occupent des comptes gouvernementaux. Il projette aussi d'améliorer sa capacité de formation en élaborant un programme de formation à long terme en gestion financière au début de 1999.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Office of the Comptroller and Auditor General, Audit House, 43, Kakraid Road, Dhaka 1000, Bangladesh.

Belgique

Modification de la loi organique

La loi organique de la Cour des comptes de Belgique a été modifiée de manière à conférer des pouvoirs élargis à cette dernière. Plus précisément, la loi fournit un fondement juridique explicite à l'élargissement des travaux de contrôle de la Cour des comptes de manière à ce qu'ils aillent au-delà des contrôles financiers et des contrôles de régularité et englobent les contrôles a posteriori de l'utilisation efficace des fonds publics. De plus, la loi autorise la Cour à évaluer la gestion financière de l'exécutif au regard des critères d'économie, d'efficacité et d'efficacité. Pour ce qui est de ce nouveau rôle en matière de gestion financière, la nouvelle loi fait aussi passer de trois mois à un mois la limite de temps que la Cour observe pour la procédure contradictoire lorsqu'elle procède à la surveillance de la gestion financière.

De plus, la loi organique modifiée permet à la Chambre des représentants de charger la Cour des comptes de contrôler des organismes et des services qui sont placés

sous la surveillance de la Chambre des représentants. La nouvelle loi est entrée en vigueur le 21 avril 1998.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à la Cour des comptes, 2, rue de la Régence, B-1000, Bruxelles, Belgique.

Bermudes

Publication du rapport annuel

Le vérificateur général des Bermudes a publié, en mai 1998, un rapport contenant des observations et des recommandations découlant des vérifications des systèmes et des procédés utilisés par les ministères du Tourisme et des Douanes, par l'Administration des aéroports et par le Bureau du commissaire des impôts. Le rapport comprend aussi les résultats de la vérification des systèmes utilisés à l'échelle du gouvernement pour administrer les dépenses au titre des subventions, les dépenses liées aux voyages outre-mer et le recouvrement des créances.

Le rapport a été publié à l'appui de la *Loi sur la vérification* de 1990 qui confère le mandat de vérification législative au Bureau du vérificateur général. Cette mission a pour objet d'« ajouter de la crédibilité aux rapports financiers du gouvernement et de favoriser l'amélioration de l'administration financière des ministères et des entités contrôlées par le gouvernement à l'égard desquels ce dernier doit rendre des comptes au Parlement ». Pour accomplir sa mission, le Bureau vérifie les états financiers et les systèmes de contrôle de gestion dans l'ensemble du gouvernement. Le *Rapport annuel du vérificateur sur les comptes du gouvernement des Bermudes* contient des observations qui découlent des vérifications des états financiers.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Office of the Auditor General, Hemisphere House, 9 Church Street, Hamilton HM 11, Bermudes; courriel : <auditbda@ibl.bm>.

Brésil

L'ISC crée l'École de contrôle et d'audit externe

La Cour fédérale des comptes du Brésil a créé l'École nationale et internationale de contrôle et d'audit externe. Le mandat de la nouvelle école est double : accroître les connaissances du personnel de l'ISC et des autres organismes et compléter les programmes de formation et de perfectionnement offerts par le Centre de formation de l'ISC en réponse aux demandes de formation à l'échelle nationale et internationale. En plus de ces auditoires cibles, le fondateur de l'École et président de l'ISC, M. Homero Santos, signale qu'il est possible que des cours soient ouverts aux

parties intéressées de la collectivité, ce qui permettrait de reconnaître « le rôle que tout citoyen peut jouer, même individuellement, dans le contrôle de la gestion publique ».

M. Santos souligne que l'École mettra l'accent sur les études supérieures d'une durée de deux ou trois ans ainsi que sur les cours de recyclage plus courts. Le premier cours de l'École sera ouvert aux membres de la Communauté des États lusophones. Il durera trois semaines et accueillera 25 participants. L'École peut héberger jusqu'à 50 personnes.

Coopération bilatérale en matière d'environnement

La Cour des comptes a accueilli deux contrôleurs du Bureau du contrôleur général du Pérou du 3 au 10 juillet 1998 dans le cadre de la dernière étape du contrôle environnemental conjoint d'un projet de gestion des forêts visant la production de bois pour utilisations industrielles. La visite des contrôleurs du Pérou s'est inscrite dans le contexte d'une entente de coopération entre les ISC du Brésil et du Pérou aux termes de laquelle les deux pays échangent des contrôleurs en vue de se communiquer des méthodes et des techniques de contrôle. Au cours de cette visite, le rapport de contrôle a été rédigé, et les participants ont eu l'occasion de discuter des manuels de projet ainsi que des stratégies pour les contrôles environnementaux.

Coopération technique avec le Royaume-Uni

Un projet de coopération technique de trois ans entre la Cour et le gouvernement du Royaume-Uni est en cours. Il vise à développer les compétences en contrôle du rendement dans les domaines de la santé, de l'environnement et de l'éducation. Plus précisément, le projet appuiera la formation du personnel de l'ISC et l'élaboration de techniques, de guides et de manuels sur le contrôle et la mesure du rendement dans les trois secteurs. Dans le cadre de la première étape, le directeur du projet a visité la Cour pour préparer un plan de travail détaillé, ce qui a été suivi, en août, d'un cours général de formation en contrôle de rendement pour 30 contrôleurs de la Cour. Au nombre des autres activités prévues pour la première année figurent des cours de formation sectoriels, des contrôles pilotes et des visites d'étude de deux mois au Royaume-Uni. Au programme des deuxième et troisième années du projet, on trouve des cours de recyclage, des évaluations des contrôles de gestion effectués et d'autres visites d'étude.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Cour fédérale des

comptes (TCU), Setor de Administração Fed. Sul Lote 01, 70042-900 Brasília - DF, Brésil.

Canada

Rapport de vérification environnementale

Le commissaire à l'environnement et au développement durable du Canada a publié, en mai 1998, son rapport annuel au nom du vérificateur général du Canada. Parmi les sujets abordés se trouvent les changements climatiques, la biodiversité, l'évaluation environnementale et la prise en compte des coûts environnementaux. Le rapport traite aussi des stratégies de développement durable que les ministères fédéraux sont tenus de préparer en vertu de la *Loi sur le vérificateur général*. Le public et les groupes environnementalistes ont réagi très favorablement au rapport.

Le Bureau du vérificateur général a aussi publié son premier rapport sur le rendement. Ce rapport fait partie des mesures prises par le gouvernement canadien pour améliorer la mesure et la communication des résultats produits avec les fonds publics.

On peut consulter les deux rapports et obtenir de plus amples informations au sujet du vérificateur général du Canada et du commissaire à l'environnement et au développement durable dans le site Web à <www.oag-bvg.gc.ca>. Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Bureau du vérificateur général, 240, rue Sparks, Ottawa (Ontario) K1A 0G6, Canada.

Chili

Publication du rapport annuel

En juillet 1998, le contrôleur général de la République, M. Arturo Aylwin Azocar, a présenté le rapport annuel de l'exercice 1997 au président de la République et au Parlement. Le rapport contient les notes de vérification les plus importantes et les constatations des travaux exécutés par le Bureau du contrôleur général au cours de la dernière année, ainsi que les recommandations qui en découlent.

Régularité et conformité, comptes généraux de la nation, effectif de la fonction publique, patrimoine public et opinions juridiques comptent parmi les autres sujets abordés dans le rapport.

Projet de « bureau virtuel »

Depuis 1997, le Bureau du contrôleur général procède à la mise en oeuvre d'un projet qui vise à doter le personnel professionnel des outils et des moyens technologiques appropriés à l'exécution de ses fonctions. Le projet est connu sous le

nom de « projet de bureau virtuel » et il a été inauguré en vue d'aider le Bureau - à titre d'Institution supérieure de contrôle et de vérificateur externe - à marcher de pair avec les nouveautés technologiques qui sont apportées au sein du pouvoir exécutif au Chili.

Ce projet vise à procurer au Bureau du contrôleur général les compétences et les technologies nécessaires au contrôle systématique, rapide, sélectif et critique de plus de mille divisions du gouvernement chilien, représentant, en valeur, près du tiers du PIB du Chili. En outre, le Bureau contrôle aussi les états financiers des organismes chargés de la mise en oeuvre des projets cofinancés par la Banque mondiale et par la Banque interaméricaine de développement.

Aux termes du projet, les contrôleurs sont équipés d'ordinateurs portatifs grâce auxquels ils peuvent se brancher au réseau informatique des institutions contrôlées, ce qui leur permet de travailler de façon indépendante et de garder des liens avec le Bureau du contrôleur général. De cette façon, ils peuvent accéder aux bases de données dont ils ont besoin pour faire leur travail, à savoir les bases de données sur les lois et la jurisprudence, les règles comptables, le traitement des données, les rapports de contrôle, et les autres bases de données qui présentent un intérêt aux fins du contrôle.

En outre, le projet prévoit la création d'un réseau d'applications sur les normes de contrôle et sur les normes techniques connexes qui permettra aux contrôleurs de se servir du courriel pour communiquer avec les chefs des services et les unités de soutien compétents, ce qui faciliterait la coordination des travaux sur place et l'obtention rapide d'un soutien au traitement des données.

Pour garantir l'utilisation optimale du matériel et des systèmes informatiques, un programme de formation a été conçu en vue de fournir au personnel chez les clients les compétences dont il a besoin pour obtenir le meilleur rendement possible. D'autres systèmes de contrôle informatique sont élaborés en vue d'appliquer les procédés d'échantillonnage statistique et de sélection des opérations en vue d'analyses en profondeur, réduisant ainsi le temps consacré à ces tâches chez les clients.

La raison de la mise sur pied de ce réseau : accélérer les tâches liées au contrôle et obtenir des rapports actuels, et garantir que les travaux chez les clients seront de grande qualité, le tout s'inscrivant dans le processus de modernisation de l'administration publique. Ce projet n'en est encore qu'à ses débuts, étant donné que les ressources et les moyens dont le Bureau dispose sont insuffisants pour répondre à tous les besoins de traitement des données nécessaires pour les activités de contrôle chez les clients. L'objectif est d'en arriver à une moyenne

d'un ordinateur pour deux contrôleurs chez les clients au cours des années à venir, ce qui permettra au Bureau du contrôleur général d'accélérer son travail.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Bureau du contrôleur général, Teatinos 56-58, 9. Piso, Santiago de Chile, République du Chili.

Chine

Publication du rapport annuel

Le 25 juin 1998, le vérificateur général, Li Jinhua, a présenté le « Rapport de travail sur la vérification de la mise en oeuvre du budget et les autres recettes publiques du gouvernement central » du Bureau national de la vérification à la troisième séance du Comité permanent du Congrès national du peuple. Le rapport indique que, d'octobre 1997 à avril 1998, le Bureau national de la vérification de la République populaire de Chine (CNAO) a vérifié la mise en oeuvre du budget, des recettes et des dépenses du gouvernement pour 1997. Selon la conclusion générale, le budget central de 1997 a été mis en oeuvre avec succès et il a permis l'accomplissement des tâches budgétaires qui avaient été approuvées par le Congrès national du peuple.

Toutefois, le rapport fait aussi état d'un certain nombre de problèmes importants. Certains ministères, par exemple, n'ont pas strictement respecté les lois financières et fiscales pertinentes, et la gestion des recettes et des dépenses par certaines des entités vérifiées n'était pas conforme aux normes établies. Dans d'autres cas, les recettes et les dépenses communiquées n'étaient pas exactes, et certaines entités ont omis de percevoir ou de rendre le montant approprié de recettes prévues. En outre, dans les municipalités et dans les ministères, le gouvernement central a perdu des recettes lorsque les entités ont accordé des exemptions ou réduit les impôts exigibles en violation de la loi. Le CNAO a exercé ses pouvoirs de sanction en réaction à ces constatations, et les entités vérifiées et les autres autorités ont adopté des mesures correctives en conséquence.

Depuis sa création, le CNAO a établi des relations de collaboration avec les ISC du monde entier et signé des ententes de coopération professionnelle avec plus d'une douzaine d'ISC. Chaque année, le CNAO reçoit de nombreuses délégations internationales et envoie son propre personnel à l'étranger pour mieux comprendre les tendances et les nouveautés internationales en vérification. L'engagement international du CNAO s'est manifesté lorsque la Chine a accueilli le V^e Congrès de l'ASOSAI et, de nouveau le mois dernier, lorsqu'elle a accueilli la XXVI^e assemblée du Comité directeur de l'ASOSAI à Beijing.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Bureau national de la vérification de la République populaire de Chine, 1 Beiluyan, Zhanlan Road, Xicheng District, Beijing 100830, Chine.

Corée

Nouveau président de la Commission de contrôle et d'inspection

En mars 1998, M. Seung Hun Hahn a été nommé président de la Commission de contrôle et d'inspection de la Corée. En assumant ce poste, il devient aussi membre du Comité directeur de l'ASOSAI.



M. Seung Hun Hahn

Il y a 30 ans que M. Hahn pratique le droit. Récemment, il a, à titre de professeur invité, enseigné à l'École supérieure de journalisme de l'Université Chung Ang, à Séoul, et au Collège de droit de l'Université nationale Chonbuk, à Chonju. M. Hahn a obtenu son diplôme de premier cycle de l'Université Chonbuk, qui lui a aussi décerné un doctorat honorifique de jurisprudence en 1995.

Pendant toute sa carrière, M. Hahn a fait partie de nombreuses commissions de la fonction publique. Il a été membre de la Commission d'arbitrage de la presse, du Comité de délibération et de conciliation sur les droits d'auteur, du conseil de direction d'Amnistie internationale en Corée et du Comité des droits de la personne du Conseil national des églises de Corée.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Commission de contrôle et d'inspection, 25-23 Samchung-dong, Séoul 110-760, Corée.

Costa Rica

Modernisation de l'ISC

Le Bureau du contrôleur général du Costa Rica a inauguré de nombreux projets de modernisation dans le cadre des efforts constants qui sont déployés pour modifier le rôle de réglementation du gouvernement. Le processus de modernisation a permis la création d'équipes de contrôle pluridisciplinaires comme moyen de faire face avec plus d'efficacité et d'efficacité aux contrôles de plus en plus complexes et l'introduction des notions de résultats des programmes et de reddition de comptes dans le travail de tous les jours.

En outre, de nouveaux secteurs, comme l'environnement, ont été ajoutés au programme des travaux effectués par le Bureau. Les technologies et la formation sont aussi d'importants secteurs de modernisation. Le Bureau espère que ces programmes de modernisation le renforceront et feront savoir aux citoyens que l'ISC est bien préparée pour relever les défis qui l'attendent.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Contraloria General de la Republica, Apartado Postal 1179, 1000 San Jose, Costa Rica.

Danemark

Rencontre des ISC nordiques

Du 24 au 26 août 1998, le Bureau du vérificateur général du Danemark a accueilli la rencontre annuelle des dirigeants des ISC des pays nordiques. La rencontre a eu lieu à Copenhague et a rassemblé les vérificateurs généraux de l'Islande, de la Norvège, de la Suède et du Danemark. S'y trouvaient aussi, et ce pour la première fois, des membres de l'ISC des îles Féroé, département autonome outre-mer du Danemark.

Parmi les questions professionnelles d'intérêt commun inscrites à l'ordre du jour, mentionnons l'INTOSAI, l'EUROSAI, l'Union européenne, la CEE, l'AELE et les États baltiques. En outre, les participants ont discuté de coopération entre les pays nordiques, de développement organisationnel et de questions de vérification courantes. La rencontre s'est soldée par une entente visant le détachement de personnel entre les ISC nordiques.

La rencontre s'est ouverte sur une réception de bienvenue au secrétariat du Conseil nordique des ministres et s'est terminée sur une excursion au chantier de construction du pont à haubans et du tunnel devant relier le Danemark et la Suède.

Des séminaires sont présentés à l'intention de tous les pays nordiques sur des sujets comme la vérification de gestion, la

vérification comptable et informatique et la gestion des ressources humaines, et ils se sont révélés être des moyens favorisant l'échange d'expériences. Un plan des séminaires devant être présentés jusqu'en 2002 a été adopté à la réunion de Copenhague.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Bureau du vérificateur général, St. Kongensgade 45, 1264 Copenhague, Danemark.

Égypte

Modification de la loi sur l'ISC

La loi régissant l'Organisation centrale de contrôle des finances publiques (OCFP) a été modifiée le 11 juin 1998. Elle confie de nouvelles responsabilités importantes à l'Organisation et lui garantit l'indépendance. La loi modifiée précise que l'OCFP est une organisation indépendante qui relève du président de la République et dont le principal but est d'auditer et de contrôler les fonds publics, les services publics et le budget de l'État. L'OCFP aide aussi l'Assemblée du peuple à s'acquitter de son rôle de surveillance. Par conséquent, les rapports et les constatations de l'OCFP sont présentés au président de la République, à l'Assemblée du peuple et aux autres entités intéressées.

L'indépendance de l'OCFP est aussi assurée par le fait que le président de l'Organisation doit être nommé par décret présidentiel pour une période de quatre ans, que son mandat peut être reconduit pour une autre période équivalente ou semblable et que ce dernier ne peut être relevé de ses fonctions à moins que sa démission ne soit acceptée par décret présidentiel.

VI^e séance de l'Assemblée générale de l'ARABOSAI

Au moment de mettre sous presse, l'OCFP était en train de finaliser les plans en vue d'accueillir la VI^e Assemblée générale de l'ARABOSAI, au Caire, du 29 septembre au 4 octobre 1998. Les sujets suivants sont inscrits à l'ordre du jour : le rôle que les ISC peuvent jouer en vue d'assurer l'efficacité des systèmes utilisés dans le domaine de la gestion et des finances publiques; le rôle des ISC et d'autres organisations en ce qui concerne les infractions de nature financière et le rôle des ISC dans le contrôle de la privatisation d'entités publiques. L'Assemblée sera précédée des réunions du Comité de formation et de recherche scientifique et du Comité directeur de l'ARABOSAI (Note de la rédaction : La Revue publiera un rapport complet de l'Assemblée en 1999.)

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Organisation centrale de contrôle des finances publiques,

C.P. 11789, Madinet Nassr, Le Caire, République arabe d'Égypte.

Émirats arabes unis

Rapport annuel et plan de travail

L'Institution de contrôle d'État des Émirats arabes unis a publié son 12^e rapport général et l'a fait parvenir au Conseil fédéral national en sa qualité de corps législatif. Le rapport inclut les résultats des activités de l'ISC en 1996, notamment les résultats des contrôles de gestion et de régularité. Par ailleurs, le président de l'Institution de contrôle d'État a diffusé son 14^e plan de travail pour la période allant de mai 1998 jusqu'à avril 1999. Le plan contient les objectifs détaillés de l'Institution en matière de contrôle ainsi qu'une description de la stratégie et des méthodes utilisées pour les atteindre.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Institution de contrôle d'État, C.P. 3320, Abu Dhabi, Émirats arabes unis; télécopieur : 97-12-787744.

Espagne

Publication de l'histoire de l'ISC

La Cour des comptes de l'Espagne a publié un livre qui décrit son histoire, ses fonctions, sa composition et son organisation, les relations qu'elle entretient avec le pouvoir législatif ainsi que son rôle dans les relations internationales et régionales. Le livre de 35 pages contient des renseignements et des détails très utiles sur une institution supérieure de contrôle des finances publiques constituée en Cour des comptes. De plus, de nombreuses photos couleur viennent illustrer la longue histoire de la Cour ainsi que ses responsabilités contemporaines.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Cour des comptes, Fuencarral 81, E-28004 Madrid, Espagne; courriel : <TRIBUNALCTA@bitmailer.net>.

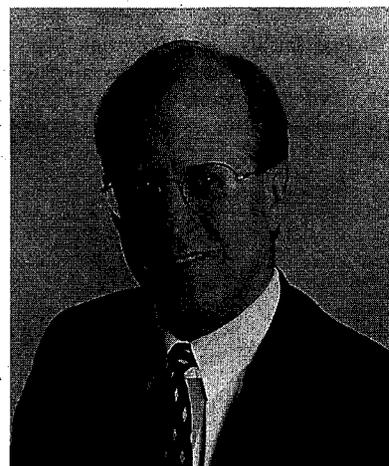
États-Unis d'Amérique

Nouveau contrôleur général

David M. Walker a été nommé contrôleur général des États-Unis en octobre 1998. Depuis le 1^{er} octobre 1996, moment où le mandat de 15 ans de Charles A. Bowsher a pris fin, James F. Hinchman occupait le poste de façon intérimaire. En assumant ce poste, M. Walker devient la septième personne à diriger le General Accounting Office depuis sa création il y a 77 ans.

Après avoir obtenu un diplôme en comptabilité de l'Université de Jacksonville en Floride, M. Walker, qui est CPA et

conseiller en placements agréé, a travaillé en vérification chez Coopers & Lybrand et Price Waterhouse, et en gestion des opérations régionales chez Source Services Corporation, une entreprise internationale de consultation et de recherche en matière de ressources humaines. Il a acquis son expérience au sein de la fonction publique à titre de directeur intérimaire de la Pension Benefit Guaranty Corporation, de secrétaire adjoint au Travail pour les programmes de retraite et d'aide sociale, et de curateur public des fonds en fiducie des régimes de sécurité sociale et d'assurance-maladie.



M. David M. Walker

Avant sa nomination au poste de contrôleur général, M. Walker était directeur international des services en matière de ressources humaines chez Arthur Andersen & Co., où il a également dirigé les travaux de l'entreprise visant à aider les organisations à maximiser leurs investissements dans le capital humain. Il a aussi dirigé les pratiques de vérification/de certification liées au régime d'avantages sociaux des employés, géré les services de fiducie indépendants et coordonné les pratiques de gestion du risque, et il a siégé au conseil des conseillers financiers d'Arthur Andersen. De portée internationale, son travail a comporté des missions dans un vaste éventail d'organisations privées et publiques, y compris le gouvernement, les services financiers, les fonds institutionnels, l'assurance, les transports, le secteur de la fabrication, les soins de santé, les services professionnels, les télécommunications, les services publics, l'agriculture, les contrats de défense, le commerce de détail, l'immobilier et l'énergie. Il est aussi coauteur de *Delivering on the Promise: How to Attract, Manage, and Retain Human Capital*, qui vient de paraître, et auteur de *Retirement Security: Understanding and Planning Your Financial Future*.

À titre de contrôleur général des États-Unis, M. Walker deviendra membre du

Comité directeur de l'INTOSAI, du Conseil d'administration de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI) et du Comité de rédaction de la *Revue internationale de la vérification des comptes publics*. Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : U. S. General Accounting Office, 441 G Street N. W., Room 7806, Washington D. C. 20548 U.S.A. (Courriel : oil@gao.gov.; télécopieur : 202-512-4021)

Fidji

Report annuel

Le vérificateur général des Fidji, Michael Jacobs, a récemment déposé un rapport dans le cadre d'un programme visant la communication plus rapide de l'information sur les questions importantes au Parlement. Le rapport souligne l'urgence de régler le problème informatique du passage à l'an 2000 et énonce les plans en vue de l'examen régulier des mesures prises par le secteur public. Il fait aussi mention des résultats des efforts concertés qui ont été déployés par les autorités municipales et provinciales en vue de la mise à jour de leurs comptes annuels. De nombreuses autorités provinciales ont pu finaliser les comptes pour la période allant de 1986 à 1995. La plupart des autres comptes ont été mis à jour jusqu'en 1996 ou en 1997. Le rapport souligne l'importance de s'occuper rapidement des recettes en souffrance. Pour ce qui est de bon nombre des constatations sur le contrôle des dépenses publiques, le rapport recommande que des améliorations précises soient apportées à la vérification et que les ministres tiennent compte des rapports du comité des comptes publics lorsqu'ils évaluent le rendement annuel des secrétaires permanents et des chefs de service.

Par ailleurs, l'ISC des Fidji a accueilli, en septembre, le Congrès soulignant le vingt-cinquième anniversaire de la SPASAI, lequel a été suivi de l'atelier de planification stratégique de la SPASAI/IDI. Voir à la page 20 un article sur ces activités.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Office of the Auditor General, Ratu Sukana House, Suva, Fidji.

France

Publication du rapport annuel

La Cour des comptes a publié récemment son rapport annuel, qui présente les constatations découlant d'un nombre choisi des quelque 2 000 contrôles qu'elle a effectués. Parmi les autres publications récentes de la Cour se trouvent un rapport sur la mise en oeuvre de la législation financière pour 1996, qui est paru en juillet 1998, ainsi

qu'un rapport sur la sécurité sociale, qui est paru en octobre 1997.

Les constatations présentées dans le rapport annuel donnent des exemples de lacunes en matière de gestion, à savoir des projets qui ont été amorcés sur la base d'études inexistantes ou insuffisantes; les cadres supérieurs d'autorités et d'organismes publics qui font un usage abusif des privilèges; des procédures autorisées qui ne sont pas respectées et des règlements trop complexes qui ne sont pas appliqués de façon uniforme. La Cour s'est engagée à faire le suivi des correctifs pris pour répondre à ses constatations et elle accroît ses efforts en ce sens. Les situations signalées dans le rapport sont corrigées de diverses façons. Par exemple, dans certains cas, la publication du rapport attire l'attention du public et encourage les autorités responsables à agir; dans d'autres cas, des sanctions sont imposées par la Cour ou par d'autres instances judiciaires.

De plus, le rapport annuel fait état des activités de la Cour en 1996 et en 1997 et il présente l'opinion de cette dernière sur les sociétés publiques nationales et les autres organisations qu'elle contrôle. Les réponses des gestionnaires et des ministres de ces organisations se trouvent à la fin de chaque section. Le rapport décrit aussi la différence entre le processus budgétaire et le processus comptable, la gestion administrative et financière, les opérations gouvernementales et la protection sociale, ainsi que les sociétés gouvernementales et les collectivités territoriales. Les mesures prises à la suite des constatations des contrôles antérieurs sont aussi incluses.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Cour des Comptes, 13, rue Cambon, F-75100, Paris, France.

Hong Kong

Les rapports de vérification doivent être soumis au Conseil législatif

Deux rapports du directeur de la vérification, qui couvrent plus de 20 vérifications d'optimisation des ressources, doivent être soumis au président du Conseil législatif le 30 octobre 1998 et déposés par le Conseil en novembre.

Le premier rapport devait initialement être soumis en avril 1998, mais il a été reporté en raison des premières élections du Conseil législatif depuis le changement de souveraineté en juillet 1997. En août 1998, le Conseil a déposé un document sur l'étendue de la vérification gouvernementale dans la Région administrative spéciale de Hong Kong. Ce document fixait la date de présentation du premier rapport en octobre.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Audit Commission of the Government of Hong Kong, Special Administration Region (HKSAR), 26th Floor, Immigration Tower, 7 Gloucester Road, Wanchai, Hong Kong.

Inde

Coopération avec le Brésil

Une délégation de cinq membres de la Cour des comptes du Brésil a visité l'Inde du 6 au 10 avril 1998, profitant de l'occasion pour resserrer les liens entre les deux ISC. Le ministre Homero Santos, président de la Cour des comptes du Brésil, et M. V. K. Shunglu, contrôleur et vérificateur général de l'Inde, ont signé un protocole d'entente. Le protocole prévoit qu'il y aura coopération dans quatre domaines : le déploiement d'efforts conjoints pour promouvoir les études dans le domaine de la vérification publique; l'établissement de cours et de séminaires de formation professionnelle pour le personnel de vérification; l'échange de rapports de vérification, de documents et d'information sur des sujets techniques précis; l'échange d'opinions et de vues sur les rapports nationaux et sur d'autres questions d'intérêt commun qui auront été présentées sur la scène internationale.

Accueil de séminaires internationaux

Le centre de formation international du Bureau du contrôleur et vérificateur général a présenté les trois programmes de formation internationaux suivants qui ont attiré 46 participants de 23 ISC : la vérification des systèmes publics de comptabilité et de contrôle financiers (du 29 septembre au 7 novembre 1997); les ISC et les défis de la vérification des technologies de l'information (du 20 novembre au 19 décembre 1997) et la vérification des encaissements (du 12 janvier au 20 février 1998).

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Office of the Comptroller and Auditor General, 10 Bahadurshah Zafar Marg, New Delhi 110002, Inde.

Islande

Élargissement du mandat de l'ISC

Le rapport annuel du Bureau national de vérification de l'Islande (NAOI) de 1997 commence en signalant qu'une nouvelle loi a été adoptée le 27 mai 1997. Cette dernière fournit [traduction] « une description nouvelle et plus complète du rôle du NAOI et confie plus précisément au NAOI le mandat de faire des vérifications de gestion ». La loi confère aussi au NAOI le pouvoir de faire

des vérifications environnementales, un nouveau domaine de vérification qui croît rapidement.

Le rapport souligne ensuite que des études spéciales effectuées récemment ont surtout porté sur les contrôles internes et les questions concernant les salaires et l'emploi. Les résultats de ces études spéciales indiquent qu'il semble exister des lacunes dans l'utilisation des contrôles internes en tant qu'outils de gestion servant à améliorer les résultats opérationnels des institutions d'État. Le rapport attire aussi l'attention sur les frais de remorquage et sur les taux d'absentéisme enregistrés dans plus de la moitié des institutions vérifiées. Au cours des années, le NAOI n'a eu de cesse de formuler des observations sur ces questions.

Quatre vérifications de gestion ont été effectuées en 1997. Deux ont porté sur des projets du secteur public; la première, sur le service médical du Bureau d'assurance de l'État et la seconde, sur des questions fiscales. Deux rapports de vérification du système d'information de l'État ont été préparés, et un rapport sur les tendances des dépenses dans les hôpitaux de Reykjavik a été préparé. Trois examens effectués au nom du Service de la vérification financière du NAOI ont également été rendus publics. De plus, le NAOI a préparé de nombreux rapports sur les aspects financiers et juridiques de diverses questions.

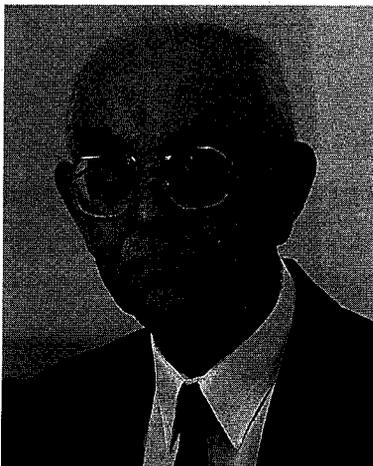
Examen par les pairs

Le rapport annuel de 1997 contient aussi une section sur l'examen par les pairs dont le NAOI a fait l'objet. Dans le contexte de l'échange continu d'expériences et de pratiques professionnelles avec le National Audit Office du Royaume-Uni (NAO), le vérificateur général de l'Islande a demandé au NAO de faire faire un examen par les pairs de son bureau. La proposition a été acceptée et les résultats de l'examen sont communiqués dans le rapport de 1997. D'après le rapport, les résultats de l'examen par les pairs sont, dans l'ensemble, très positifs, et les suggestions contenues dans le rapport ont été considérées comme légitimes et utiles par le NAOI qui les a rapidement adoptées au cours des derniers mois. Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : National Audit Office of Iceland, Skulagata 57, IS-150 Reykjavik, Islande.

Israël

Nouveau contrôleur / ombudsman d'État

Le 26 mai 1998, la Knesset (Parlement) a élu M. Eliezer Goldberg au poste de contrôleur et d'ombudsman de l'État d'Israël. Il succède à M^{me} Miriam Ben-Porat, qui a occupé ce poste de 1988 à 1998.



M. Eliezer Goldberg

Avant son élection, M. Goldberg a été juge à la Cour suprême pendant 14 ans. Auparavant, il a été juge à la Cour de district de Jérusalem de 1974 à 1982 et il a travaillé à la Cour de la magistrature de 1965 à 1974. M. Goldberg a étudié le droit à l'École de droit de l'université hébraïque de Jérusalem et il a reçu sa licence de l'Association du barreau israélien en 1957.

M. Goldberg a assumé la présidence du Comité central des élections de la XII^e Knesset. Il a aussi participé au Comité du code pénal, d'abord à titre de membre, puis à titre de président. Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : State Comptroller Office, Rashi Street 66, P. O. Box 1081, Jérusalem.

Japon

Le Conseil de contrôle établit sa page d'accueil sur Internet

Le Conseil de contrôle du Japon a créé une page d'accueil bilingue (japonais-anglais) sur le Web à <<http://www.jbaudit.admix.go.jp/eng/index.htm>>. La page d'accueil contient de l'information sur l'historique, l'organisation et le mandat du Conseil de même que de l'information sur l'ASOSAI.

La page d'accueil présente aussi la table des matières d'une publication récente du Conseil, The Audit Report Tells Us - 1998 Edition, une brochure concise et colorée de 80 pages qui décrit les activités du Conseil. La brochure résume les constatations présentées dans le rapport annuel de contrôle du Conseil pour l'exercice de 1996, qui a été soumis au Cabinet en décembre 1997. Un nombre limité d'exemplaires de cette publication est mis à la disposition des parties intéressées. Pour obtenir plus d'information, veuillez communiquer avec la Division de la recherche du Conseil de contrôle par courriel à <asosai@ca.mbn.or.jp> ou par télécopieur au 81-3-3592-1807.

Jordanie

Nouveautés

Le Bureau de vérification de la Jordanie termine un projet visant à élaborer des normes et des guides sur les aspects techniques de la vérification informatique, de l'échantillonnage aux fins de la vérification et de la vérification de gestion, ainsi que des normes de vérification gouvernementales. Par ailleurs, il finalise le rapport annuel (numéro 64) pour l'exercice de 1997 en vue de le soumettre bientôt à la Chambre des députés. Le Bureau indique également qu'il prépare une page d'accueil sur Internet. Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Bureau de la vérification, C.P. 950334, Amman, Jordanie; courriel : <Audi-b@amra.nic.gov.jo>.

Kiribati

Nouveau vérificateur général

Le 1^{er} mars 1998, le président de la République de Kiribati a nommé M. Takinoa Toatu vérificateur général de la République. M. Toatu occupait le poste de vérificateur général par intérim depuis le décès de l'ancien vérificateur général, Teteiara Maen.

Fort de 25 ans d'expérience à titre de vérificateur dans le secteur public, M. Toatu a oeuvré dans toutes les divisions du Bureau national de la vérification au cours de sa distinguée carrière. Il a assisté à de nombreux cours, séminaires et ateliers à l'étranger, et il a représenté Kiribati à bon nombre de conférences internationales. En 1994, M. Toatu a suivi des cours au Chartered Institute of Public Finance and Accounting du Royaume-Uni où il a obtenu un diplôme spécialisé en comptabilité et en vérification.

En qualité de vérificateur général, M. Toatu est chargé d'examiner les comptes de tous les ministères, de tous les bureaux et de toutes les autorités du gouvernement, et de faire rapport de ses constatations aux chambres du Parlement.

Renforcement institutionnel

Une modification constitutionnelle adoptée par le Parlement a donné à l'ISC de Kiribati le nom de Bureau national de la vérification et fait passer le titre du dirigeant du Bureau de directeur de la vérification à celui de vérificateur général.

Dans le cadre de projets connexes visant à renforcer le Bureau, le nouveau vérificateur général élargira les activités du Bureau de manière à ce que des vérifications de gestion viennent s'ajouter aux vérifications des comptes. On a établi qu'il s'agissait d'une fonction importante pour un bureau de vérification solide, car elle contribue à

renforcer les systèmes de gestion et d'information financières et économiques du gouvernement. Toutefois, le vérificateur général souligne que le succès de ces projets dépendra en grande partie de l'appui sans réserve du gouvernement à la *Loi sur la vérification* qui fait encore l'objet d'études. La nouvelle loi a pour objet d'élargir les fonctions du vérificateur général tout en accroissant son indépendance par rapport au Parlement et son obligation de lui rendre des comptes, et de confier un rôle plus important au Comité des comptes publics dans le contexte de ses relations avec le Bureau national de la vérification.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à : National Audit Office, P. O. Box 63, Tarawa, République de Kiribati; télécopieur : 686-21250.

Lettonie

Nouveaux projets

Le mandat du Bureau de vérification d'État de la Lettonie a été élargi de manière à englober la vérification des administrations locales. La *Loi sur la vérification* de 1996 a été modifiée en ce sens, et le 3 mars 1997, le Service de vérification des administrations locales est entré en activité.

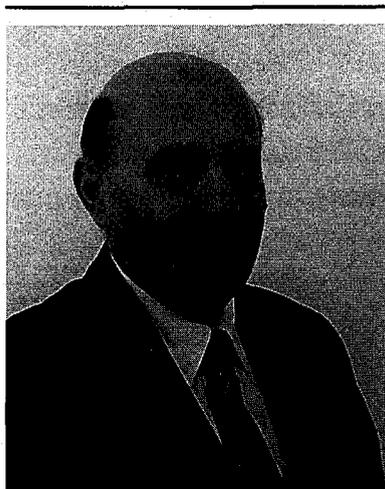
Par ailleurs, le vérificateur général de la Lettonie, M. Raits Cernajs, a été réélu à son poste pour un autre mandat de sept ans. En août 1998, M. Cernajs s'est vu décerner la plus haute distinction du pays, l'Ordre des trois étoiles. Le Bureau de vérification d'État a aussi célébré le 75^e anniversaire de la *Loi sur la vérification* et le cinquième anniversaire de son renouvellement. Depuis 1994, le Bureau publie un rapport tous les ans. Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Bureau de vérification d'État, 26, rue Valdemara, Riga, LV 1937, Lettonie.

Malte

Modification de la loi sur la vérification

Récemment, le mandat du Bureau national de vérification de Malte a été élargi et son indépendance par rapport au gouvernement a été renforcée grâce à deux lois qui ont été promulguées en juillet 1997. Les modifications apportées à la Constitution font du vérificateur général un mandataire de la Chambre des représentants; il est nommé par le président aux termes d'une résolution appuyée par au moins les deux tiers des députés de la Chambre. M. Joseph G. Galea, ancien directeur général au ministère des Finances et directeur intérimaire de la vérification depuis 1995, est devenu, le 30 juillet 1997, le premier à être nommé vérificateur général de Malte aux termes des nouvelles dispositions constitutionnelles. La

nomination de M. Galea a été appuyée par tous les députés de la Chambre des représentants.



M. Joseph G. Galea

Les modifications établissent aussi que le nom de l'institution supérieure de contrôle des finances publiques est le Bureau national de vérification et qu'il est dirigé par un vérificateur général et un sous-vérificateur général. Les autres agents du Bureau doivent être nommés par le vérificateur général, selon les modalités établies par ce dernier.

La nouvelle loi prévoit aussi la tenue de vérifications d'optimisation des ressources en plus des vérifications comptables et elle accorde, en fait, plus d'importance à la vérification d'optimisation des ressources. De plus, la nouvelle loi élargit les responsabilités de vérification du Bureau (mais pas de façon obligatoire), de manière que les organismes du secteur public, comme les sociétés, les autorités et les sociétés à responsabilité limitée appartenant à l'État, viennent s'ajouter aux responsabilités de vérification comptable qu'assume généralement le Bureau à l'égard des ministères et organismes du gouvernement central. Par ailleurs, le nouveau Bureau national de vérification a soumis son premier rapport annuel le 12 décembre 1997.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : National Audit Office, Notre Dame Ravelin, Floriana, Malte.

Maroc

Nouveau mandat et séminaire international

La Cour des comptes du Maroc a organisé et accueilli un séminaire international sur le rôle des institutions supérieures de contrôle des finances publiques dans le processus de régie. Le séminaire, organisé de concert avec le PNUD et parrainé sous les auspices du roi Hassan II, vient renforcer le fait que la Cour des

comptes est expressément incluse dans la Constitution adoptée par voie de référendum le 13 septembre 1996.

Le principal but du séminaire était de tirer profit de l'expérience d'autres ISC au moment où l'on promulgue de nouvelles lois pour adapter la Cour des comptes à son nouveau rôle constitutionnel et d'établir les cours régionales créées par la Constitution. Parmi les distingués conférenciers qui ont pris la parole dans le cadre du séminaire se trouvent le secrétaire général de l'INTOSAI, M. Franz Fielder, président de la Cour des comptes d'Autriche; le président de l'INTOSAI, M. Chawki Khater, président de l'Organisation centrale de contrôle des finances publiques de l'Égypte; et le secrétaire général de l'ARABOSAI, M. Ismael El-Ayari, premier président de la Cour des comptes de Tunisie. Ont aussi participé au séminaire les présidents et représentants des 12 ISC suivantes : Arabie saoudite, Belgique, Canada, Chine, Espagne, France, Maroc, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Sénégal et Turquie.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Cour des comptes, 44, av. de France, Agdal, C.P. 706, Rabat, Maroc.

Maurice

Le vérificateur général préside le conseil des vérificateurs de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC)

Le vérificateur général de Maurice a été nommé vérificateur externe de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe pour un mandat de trois ans, de même que les vérificateurs généraux du Botswana et de l'Angola. Parallèlement, le vérificateur général de Maurice a été nommé président du conseil des vérificateurs, et une réunion du conseil, visant à finaliser toutes les modalités de la vérification, s'est tenue à Maurice en juillet 1998. Pour appuyer cette nouvelle responsabilité, M^{me} Philise Tse Yuet Choeng, sous-vérificatrice générale de Maurice, a été nommée secrétaire générale de la SADCC afin de diriger l'équipe de vérification.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire au Bureau de vérification de Maurice à sa nouvelle adresse : 14^e étage, Centre Air Maurice, rue John Kennedy, Port Louis, Maurice.

Népal

Dépôt du rapport annuel

Le vérificateur général du Népal, Bishnu Bahadur K. C., a soumis son 35^e rapport annuel au roi du Népal le 28 août 1998, et il l'a déposé au Parlement. Le rapport contient les faits saillants des

vérifications effectuées en 1996-1997 et se divise en quatre parties. La première partie porte sur les organismes gouvernementaux, les tribunaux, l'armée royale du Népal et le service de police du Népal, et contient les observations du vérificateur général. La deuxième partie contient les résultats des vérifications de rendement tandis que la troisième partie contient les rapports sur les organismes autonomes et les entités juridiques. Enfin, la quatrième partie contient les états certifiés des recettes et des affectations qui ont été préparés pour chaque catégorie budgétaire.

Diffusion de lignes directrices en matière de certification

Le vérificateur général a transmis des lignes directrices aux entités vérifiées au Népal, conformément au mandat que lui confie la *Loi sur la vérification* de 1991. Aux termes de cette loi, il peut diffuser des lignes directrices pour garantir la régularité de la tenue des livres, de la présentation des états aux fins de la vérification et de l'approbation des constatations de vérification. Les lignes directrices devraient contribuer à faire en sorte que les systèmes de gestion financière et les rapports utilisés par le gouvernement soient uniformes.

Programmes de formation conjoints

Le Bureau et l'Institution supérieure de contrôle des finances publiques de l'Inde ont joint leurs efforts pour offrir aux vérificateurs un programme conjoint de formation dans des domaines comme les normes de vérification, la vérification des travaux publics, l'approvisionnement, les recettes et les comptes centraux. Des cadres du Bureau du contrôleur et vérificateur général de l'Inde, aidés de quelques agents de l'ISC du Népal, ont animé le cours, qui s'est tenu du 16 août au 11 septembre 1998. D'autres programmes de formation semblables sont prévus.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Office of the Auditor General, Barbar Mahal, Kathmandu, Népal; courriel : <oagnp@aognp.mos.com.np>.

Pays-Bas

Nouvelle dominante des rapports de la Cour des comptes

Le rapport annuel de 1997 de la Cour des comptes des Pays-Bas a fait ressortir trois publications de 1997 qui mettent l'accent sur les relations entre l'administration centrale et le secteur mixte, ce qui reflète les mesures de décentralisation et de privatisation qui caractérisent maintenant son environnement de contrôle.

Le premier des trois rapports analyse les récents contrôles de la surveillance des entités juridiques chargées de tâches législatives (RWT) qui sont financées au moyen de prélèvements légaux. On y conclut que la surveillance exercée jusque là n'a pas permis aux ministres de déterminer avec exactitude si les RWT s'étaient acquittées de leurs tâches législatives de façon appropriée ni si elles avaient dépensé les fonds connexes de façon appropriée et efficiente. D'après une analyse de ces contrôles, la Cour des comptes a projeté de tenir des consultations sur l'élaboration d'un cadre d'évaluation cohérent pour la surveillance.

Selon le deuxième rapport, les garanties visant les dépenses engagées par des tiers étaient conformes aux dispositions de la loi. Il indique toutefois que la gestion, par le gouvernement, des flux financiers et que l'information sur l'efficacité de l'utilisation des fonds, la valeur totale des flux financiers et les risques financiers connexes laissent à désirer.

Le troisième rapport portait généralement sur les méthodes et les aspects financiers contrôlables des divers processus de semi-privatisation. Il indiquait toutefois que les principes comptables utilisés n'étaient pas bien étayés 1) en raison d'une coordination et d'une gestion inadéquates, 2) d'une mauvaise utilisation des informations financières connues et 3) d'une application inappropriée des leçons tirées de l'expérience antérieure. Aux fins de ce contrôle, la Cour des comptes a formulé des normes pour les processus de transformation d'entités publiques en entités mixtes et leurs résultats. Toutefois, l'information sur les avantages pour le public qui découlaient de ces processus manquait.

Par suite de ces rapports, la Cour des comptes a projeté de faire porter les prochains contrôles sur l'efficacité et sur l'efficacité de même que sur la production de l'information sur les programmes dont les décideurs ont besoin pour la surveillance.

Le rapport annuel de 1997 faisait mention de deux jalons dans l'histoire de la Cour des comptes. La Cour a célébré le 550^e anniversaire de sa fondation en mai et elle a emménagé dans de nouveaux locaux modernes en novembre. Le rapport annuel décrivait aussi les changements apportés à l'organisation interne de la Cour, à savoir 1) l'établissement de conditions favorables à la formulation d'une politique stratégique; 2) l'échelonnement de la publication des rapports de contrôle tout au long de l'année, ce qui permettrait une meilleure coordination avec la Chambre basse du Parlement; 3) l'élaboration d'indicateurs en vue de fournir de l'information sur la mise en oeuvre des politiques. En novembre, la Cour des comptes a présenté un rapport au Parlement sur les pouvoirs supplémentaires dont elle a besoin pour s'acquitter de ses fonctions de contrôle. Parmi ces pouvoirs, on note un

accès amélioré aux entités qui dépensent les fonds publics et qui mettent en oeuvre les lois. La Cour des comptes a prévu de travailler étroitement avec la législature pour élaborer les mesures nécessaires à l'obtention de ces pouvoirs. En 1997, la Cour des comptes a aussi pris diverses mesures pour accroître la communication pendant le processus de contrôle non seulement avec le gouvernement et la Chambre basse, mais aussi avec les entités contrôlées.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Cour des comptes, Lange Voorhout 8, NL-2514 JK La Haye, Pays-Bas.

Norvège

Nouvelle loi sur la vérification proposée

Le parlement de la Norvège a demandé au Bureau du vérificateur général (BVG) d'examiner les dispositions législatives régissant le BVG. Un rapport interne comprenant un projet de loi a été préparé et a fait l'objet de discussions au sein de l'organisation.

Pour le moment, les fonctions du BVG sont énoncées dans la *Loi sur la vérification des comptes gouvernementaux* du 8 février 1918 et dans le *Règlement sur la vérification* de la même année. Ni la loi ni le règlement n'ont été modifiés depuis 1918. Le rôle du gouvernement et l'environnement sociopolitique au sein duquel ce dernier évolue ne sont manifestement pas les mêmes qu'en 1918. Au fil des ans, les fonctions et les priorités du BVG ont changé et l'organisation a été adaptée en conséquence, sans que les modifications connexes ne soient apportées à la loi. Le projet de loi et le nouveau règlement ne seront probablement pas présentés au Parlement avant l'an 2000. Le rapport annuel sur les activités du BVG pour 1997 a été soumis au Parlement de la Norvège en avril. Le rapport est offert en anglais. Vous pouvez en commander un exemplaire par télécopieur : 47-22-24-10-01 ou par courriel : <riksrevisjonen@riksrevisjonen.no>.

Le transfert du Secrétariat de l'IDI respecte le calendrier

Le BVG a poursuivi ses préparatifs en vue d'accueillir l'Initiative de développement de l'INTOSAI pour le 1^{er} janvier 2001. L'organisation et le fonctionnement de l'IDI font actuellement l'objet d'une révision avec l'actuelle ISC hôte, le Bureau du vérificateur général du Canada.

Les questions de structure juridique et de financement liées à un nouveau Secrétariat de l'IDI en Norvège sont à l'étude, et on semble trouver des solutions satisfaisantes à tous les problèmes. D'après le plan de mise en

oeuvre, le nouveau Secrétariat sera établi en Norvège en 1999. Il travaillera en étroite collaboration avec l'IDI au Canada, de manière que le transfert du Canada à la Norvège puisse s'effectuer sans heurt d'ici la fin de l'an 2000. Le transfert dépend de l'approbation du Parlement de la Norvège et de l'adoption d'une résolution en ce sens par les membres de l'INTOSAI à l'occasion du XVI^e INCOSAI.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Bureau du vérificateur général, Pilestredet 42, N-0032 Oslo 1, Norvège.

Oman

Progrès des technologies de l'information

Au cours des deux dernières années, le Secrétariat général de la vérification d'État (SGVE) du Sultanat d'Oman a fait des progrès remarquables dans l'utilisation des technologies de l'information (TI) en vue d'améliorer ses activités. La stratégie des TI a été révisée vers la fin de 1996; les principaux objectifs de la nouvelle stratégie étant les suivants : accorder plus d'importance aux TI pour atteindre les objectifs du SGVE, habiliter le vérificateur sur place et automatiser les processus de vérification et d'administration. Des ressources financières et humaines considérables ont été affectées aux activités liées aux TI, principalement à la construction d'une puissante infrastructure des TI en vue d'appuyer les activités prévues et d'accroître les compétences relatives aux TI. Par ailleurs, on a examiné et amélioré les systèmes de façon à tirer profit des nouvelles technologies.

Ce projet a permis au SGVE de doter son administration centrale d'un réseau local très efficace, comptant plus de 50 ordinateurs personnels, ce qui équivaut pratiquement à un ordinateur par bureau. Les services de vérification permanents qui se trouvent ailleurs sont graduellement branchés par modem. D'ici le milieu de 1999, les équipes de vérification locales devraient être dotées d'ordinateurs portables qui permettront d'accéder au réseau local par modem. L'accès par modem est déjà offert à certains utilisateurs à partir de leur domicile. Certains utilisateurs ont aussi accès à Internet via le réseau local. Un site Internet (www.sgsa.com) est construit petit à petit, ce qui permettra d'atteindre les utilisateurs de l'extérieur.

Le SVGE tente de donner aux entités qu'il vérifie un exemple de gestion des TI : une bonne stratégie des TI traduite en plans détaillés, des politiques et des procédures (y compris un plan détaillé de continuité de l'exploitation) visant à assurer la sécurité de son information, et une intégration serrée des systèmes.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Service des technologies de l'information, Secrétariat général de la vérification d'État, C.P. 727, Code postal 113, Muscat, Sultanat d'Oman; courriel : <sages@gt.net.om>; téléphone : 968-737716; télécopieur : 968-740264.

Ouganda

Lancement d'un projet de formation et d'aide technique

Le Bureau du vérificateur général de l'Ouganda a lancé un projet de formation et d'aide technique dans le cadre des mesures qu'il prend pour améliorer ses vérifications des comptes publics de l'Ouganda.

Selon la constitution de 1995, le Bureau du vérificateur général (BVG) doit faire la vérification financière et la vérification d'optimisation des ressources (VOR) de toutes les activités du gouvernement et faire rapport des résultats de ses vérifications au Parlement. Même si le BVG fait des vérifications financières depuis sa création, les VOR étaient tout à fait nouvelles et le BVG a estimé qu'il ne possédait ni les compétences ni les ressources nécessaires pour les exécuter. En 1996, le vérificateur général a discuté du problème avec les fonctionnaires du gouvernement britannique. Ces discussions ont été suivies, en avril 1997, d'une évaluation du BVG qui a permis de déceler un certain nombre de secteurs où la capacité, le rendement et l'incidence du Bureau pourraient être renforcés.

Une proposition a été soumise au ministère du Développement international du Royaume-Uni, et ce dernier a fourni une subvention de 700 000 £. Price Waterhouse Coopers a obtenu le contrat pour mettre en oeuvre un projet de formation et d'aide technique de deux ans, qui devait commencer en septembre 1998. Le programme de formation englobera les méthodes de vérification comptable, les vérifications d'optimisation des ressources et les vérifications du traitement électronique des données (ordinateurs). Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Bureau du vérificateur général, P.O. Box 7083, Kampala, Ouganda.

Pakistan

Tenue d'un cours international

En décembre 1997 et en janvier 1998, 18 vérificateurs de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Tadjikistan et du Kirghizistan ont assisté à un cours de six semaines sur la gestion des finances publiques à Lahore, au Pakistan. Le cours a été donné par l'Institut de formation en vérification et en comptabilité, qui fait partie du ministère du Vérificateur général du Pakistan.

Le cours a porté sur les concepts fondamentaux de la gestion des finances publiques, les principes de comptabilité générale, l'analyse et l'interprétation des états financiers et les techniques de vérification modernes. Le cours a comporté des interactions en salle de classe et des visites d'entreprises commerciales choisies du secteur privé et du secteur public. À la fin du cours, M. Zafar Ali Shah, député à l'Assemblée nationale et secrétaire parlementaire des Affaires parlementaires, a prononcé le discours de clôture et remis des certificats aux participants.

Le cours a été parrainé par le Ministère des affaires étrangères du gouvernement du Pakistan dans le cadre de son programme d'aide technique continue aux républiques de l'Asie centrale. Depuis que l'Organisation de coordination économique des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) (ECOSAI) a été établie dans la région, les ISC du Pakistan et des républiques de l'Asie centrale ont cherché à nouer des liens professionnels étroits en échangeant leurs expériences et apprenant les unes des autres grâce au programme d'aide technique et à d'autres mesures de coopération.

L'ISC du Pakistan offrira les cours internationaux suivants en 1998-1999 : cours avancé de gestion financière, du 16 novembre au 12 décembre 1998; évaluation et utilisation des travaux de la vérification interne, du 7 au 12 décembre 1998; formation intensive en vérification de gestion, du 1^{er} février au 6 mars 1999; gestion des finances publiques, du 1^{er} mars au 17 avril 1999; certification, du 5 au 28 avril 1999. Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Directeur général des Relations internationales, Auditor General's Office, Constitution Avenue, Islamabad, Pakistan; téléphone : 92-51-9221951; courriel : <jahan@isb.compol.com>; télécopieur : 92-51-9224085.

Panama

Progrès du système intégré de gestion financière

Le Bureau du contrôleur général de la République du Panama procède à la mise en oeuvre du système intégré de gestion financière du Panama (SIAFRA). Il est constitué d'une grande base de données qui intègre le budget et l'information financière de l'État du Panama, regroupe l'information et produit des états financiers.

Le système, doté d'une architecture client/serveur, utilise des critères clairs notamment pour la décentralisation, la déconcentration, l'actualité des dossiers et la transparence. Il contient également une base de connaissances qui a été créée par la

détermination des paramètres de toutes les opérations effectuées au sein de l'administration publique du Panama, ce qui fait que toutes les entrées comptables requises pour chaque cas sont prises en considération et donc que le système est facile à utiliser.

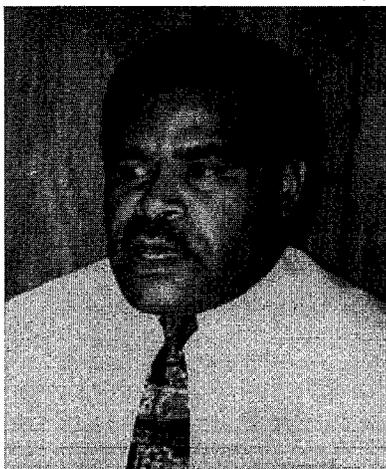
On procède actuellement à l'installation du système au ministère du Trésor, au ministère de la Planification et de la Politique économiques, au Bureau du contrôleur général, au ministère du Commerce et des Industries et à la Cour suprême. Les trois premières institutions servent d'institutions pilotes pour le processus de mise en oeuvre.

Le SIAFRA contient les modules suivants : Budget, Comptabilité, Dette publique et Trésor, et il permet d'accéder rapidement à l'information aux fins du contrôle et de l'audit. Sa mise en oeuvre fait intervenir plusieurs niveaux, selon le degré de complexité de l'institution. Le processus de mise en oeuvre au sein du gouvernement central devrait se terminer au cours du premier trimestre de 1999. Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Bureau du contrôleur général, Av. Balboa y Av. Federico Boit, Apartado 5213, Zona 5, Ciudad de Panama, Panama; télécopieur : 507-269-0094.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Nouveau vérificateur général

M. Mark M. Wani, MBE, a été nommé vérificateur général de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Il succède à Sir Makena V. Geno, KBE, CBE. La nomination est entrée en vigueur le 19 janvier 1998. Avant sa nomination, il était sous-vérificateur général.



M. Mark M. Wani

M. Wani, qui a obtenu un diplôme en comptabilité de l'Université de technologie de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, s'est joint au Bureau du vérificateur général en 1984. Il

a servi à divers titres avant d'accéder au poste de sous-vérificateur général. Il a aussi agi comme vérificateur général par intérim à plusieurs occasions.

Il a obtenu une bourse pour aller faire une maîtrise en administration des affaires en Australie, à la Central Queensland University, à Rockhampton. Il a obtenu son diplôme de maîtrise en 1993. En 1991, il a terminé le programme international de stages de six mois du General Accounting Office des États-Unis. Au moment de son entrée en fonction, M. Wani a indiqué qu'il appuyait pleinement les activités de l'ASOSAI et de l'INTOSAI.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Bureau du vérificateur général, C.P. 423, Waigani, District de la capitale nationale, Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Philippines

L'ISC accueille un séminaire de l'ASOSAI

La Commission de contrôle des Philippines (CCP) a accueilli le séminaire sur le contrôle de gestion de l'ASOSAI qui s'est tenu du 20 au 26 mai 1998 à Pampanga, aux Philippines. Ont assisté au séminaire plus de 50 hauts fonctionnaires de 24 pays dont le Japon, la Chine, la Fédération de Russie, la Malaisie, l'Inde et les Philippines. Le séminaire a été officiellement ouvert par le président de la CCP, Celso D. Gangan; un message du secrétaire général de l'ASOSAI y a aussi été présenté.

Le séminaire a notamment permis l'élaboration de critères de contrôle pour l'évaluation du rendement des programmes de production céréalière et de reboisement communautaire du gouvernement des Philippines. Les participants ont convenu que ces critères pouvaient servir de critères modèles pour d'autres projets semblables en Asie. Quant à la méthode retenue pour le séminaire, elle reposait sur la stratégie utilisée par l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI), à savoir un cours de formation fondé sur l'apprentissage par l'expérience.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à la Commission de contrôle, Commonwealth Av., Quezon City 1119, Philippines.

Porto Rico

Le contrôleur met l'accent sur la prévention de la fraude

Le Bureau du contrôleur de Porto Rico a renforcé son rôle de surveillance en ajoutant un volet à la lutte contre la corruption dans le Commonwealth de Porto Rico : en un mot, il

s'agit de la prévention. La mise en oeuvre de la stratégie de prévention vise à établir un lien direct entre le contrôleur et les dirigeants politiques, les fonctionnaires de l'État et des municipalités, les enseignants et les dirigeants des organisations privées à qui celui-ci veut faire connaître la nouvelle mission, la nouvelle vision et les nouvelles valeurs du Bureau.

Durant les dix premiers mois de son mandat, le contrôleur, Manuel Diaz Saldana, a rencontré les dirigeants des trois branches du pouvoir - le gouverneur, les présidents du Sénat et de la Chambre des représentants et le président de la Cour suprême. Il a aussi rencontré trois anciens gouverneurs, les chefs des trois partis politiques ainsi que des chefs d'organismes gouvernementaux. De plus, il a visité les 78 municipalités du Commonwealth où il a pris la parole devant l'assemblée et les édiles municipaux, y compris les maires. Il a aussi lancé des programmes de formation pour les contrôleurs internes, les agents financiers et d'autres fonctionnaires.

Dans le secteur privé, le contrôleur a fait connaître à des organisations professionnelles ses vues sur la façon d'endiguer la corruption grâce à la prévention. Il a également rencontré le président de l'Université de Porto Rico et s'est adressé à d'autres présidents d'université afin de les inciter à participer à l'élaboration de cours sur l'éthique au sein du gouvernement. Selon M. Diaz Saldana, « si les fonctionnaires connaissent et comprennent notre fonction de surveillance et ce qu'on attend d'eux, ils n'auront pas d'excuse pour ne pas faire du bon travail, et notre présence dans leurs lieux de travail sera la bienvenue dans la plupart des cas ».

Publication du rapport de contrôle

Le Bureau du contrôleur a publié son rapport annuel pour l'exercice terminé en juin 1997. La présentation du rapport est différente, et c'est la première fois que le rapport est publié dans les six mois suivant la fin de l'exercice. Le rapport contient un compte rendu exhaustif des résultats des activités et les détails des états financiers du Bureau ainsi qu'un rapport du vérificateur indépendant. Le rapport se trouve à la page d'accueil du Bureau du contrôleur à <www.ocpr.gov.pr>.

Pour obtenir plus d'information, prière d'écrire à l'adresse suivante : Bureau du contrôleur, P. O. Box 366069, San Juan, Porto Rico 00919.

Portugal

Nouvelle loi sur le contrôle

En août 1997, l'Assemblée nationale de la République portugaise a adopté une nouvelle loi sur l'organisation et les responsabilités de la Cour des comptes du Portugal. La loi confirme que la Cour est l'authentique institution de contrôle externe des finances publiques à un moment crucial dans la vie économique et financière du pays - le Portugal s'apprête à entrer dans la troisième phase de l'Union économique et monétaire qui prévoit l'adoption d'une monnaie unique (l'Euro).

Aux termes de la nouvelle loi, le rôle de la Cour est élargi : il va au-delà des aspects de la légalité pour inclure l'évaluation d'une saine gestion financière au regard de l'économie, de l'efficacité et de l'efficacité des programmes du gouvernement. La Cour est aussi habilitée à faire des recommandations à l'Assemblée ou au gouvernement en vue d'améliorer la gestion et de prévenir les lacunes organisationnelles et opérationnelles dans les ministères et organismes.

La Cour fait un rapport sur les Comptes généraux de l'État, y compris la sécurité sociale, ce qui englobe les résultats des contrôles visant les services de l'État, les régions autonomes, les autorités locales et leurs associations, les fédérations, les régions métropolitaines et les instituts publics. Les pouvoirs de contrôle de la Cour s'appliquent aussi aux entreprises publiques, aux sociétés contrôlées par l'État, aux autres organismes privés gérant des fonds privés et aux privatisations.

En 1998, année de la commémoration du 500^e anniversaire de la découverte de la Route maritime des Indes, la Cour a eu l'honneur d'accueillir la réunion du Comité directeur de l'EUROSAI, qui a été suivie du séminaire, Lisbonne - EUROSAI 98. Le séminaire a traité principalement de l'indépendance de l'ISC et des relations avec les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Les conclusions du séminaire sont résumées dans la Déclaration de Lisbonne, et constituent le fondement d'autres discussions qui se tiendront dans le cadre du Congrès de l'EUROSAI de 1999, à Paris. Plus de 100 participants de 34 institutions de contrôle européennes ont assisté au séminaire et ont eu l'occasion de visiter l'Exposition internationale de Lisbonne (1998).

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à la Cour des comptes, av. Barbosa du Bocage 61, 1050-189 Lisbonne, Portugal; courriel : <dg.tcontas@mail.telpac.pt>.

République slovaque

Publication du rapport annuel

La Cour des comptes de la République slovaque a publié les résultats de ses travaux de 1997, qui incluaient 104 contrôles de 33 chapitres du budget de l'État et de 243 programmes connexes. Selon les constatations, de nombreuses violations de la loi se sont produites, spécialement dans les domaines de l'approvisionnement en produits et en services publics, de la comptabilité et de la budgétisation. Le rapport a été soumis au Conseil national de la République slovaque et accepté tel quel par les députés.

La Cour des comptes prépare actuellement un projet en vue d'élargir ses activités de manière à ce qu'elles englobent le contrôle des institutions publiques et des collectivités. Le projet découle des principes de base que l'on trouve dans la Déclaration de Lima de l'INTOSAI ainsi que de l'expérience des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'autres pays. Ce projet devrait devenir le document de base pour la modification de la loi sur le contrôle et accorder plus de pouvoirs à l'ISC.

Coopération régionale

Depuis sa création, en 1993, à titre d'Institution supérieure de contrôle des finances publiques de la République slovaque, la Cour des comptes s'est efforcée de devenir un membre actif au sein de la communauté internationale. Elle est membre de l'INTOSAI et de l'EUROSAI, et elle a établi des relations professionnelles étroites avec les ISC voisines, particulièrement la République tchèque, la Pologne et l'Autriche. En outre, la Cour des comptes entretient des relations étroites avec l'ISC de France, d'Allemagne, du Royaume-Uni et des États-Unis, et elle a travaillé avec ces ISC dans le cadre de contrôles conjoints, de consultations et d'activités de prestation d'aide technique ainsi que de stages.

Des activités régionales ont suivi l'établissement d'un bureau régional du PNUD à Bratislava avec l'aide duquel la Cour des comptes a amorcé des communications avec les ISC de la Communauté des États indépendants et des pays de l'Europe de l'Est. En raison du succès d'un atelier de travail régional sur la reddition de comptes et la transparence qui s'est tenu à Bratislava en septembre 1997, un autre atelier est prévu pour octobre 1998. Des conférenciers spécialisés de l'Autriche, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la Suède, de l'Espagne et de la Suisse y prendront la parole. Les participants à ce deuxième atelier de travail devraient comprendre des représentants de la Croatie, de la République tchèque, de l'Estonie, de la Géorgie, de la Hongrie, de la Lituanie, de la Lettonie, de

Malte, de la Pologne, de la Roumanie, de la Slovénie et de la Turquie. La prochaine activité présentée en coopération avec le PNUD sera axée sur la formation des jeunes générations de contrôleurs, et dans ce contexte, la Cour des comptes procède à la mise sur pied d'un programme spécial d'études du contrôle dans le secteur public à l'Université Matel Bel in Banksa Bystrica.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Cour des comptes, Priemyselna 2, SK-824 73, Bratislava, Slovaquie.

Royaume-Uni

Rapport annuel

Le rapport annuel du National Audit Office (NAO) pour l'exercice 1997-1998 a été publié en juillet et il contient les points saillants suivants : le NAO permet au contribuable d'économiser plus de sept livres pour chaque livre qu'il dépense; le NAO certifie quelque 560 milliards de livres au titre des dépenses et des recettes d'entités allant de grands ministères du gouvernement central jusqu'à divers organismes plus petits; les résultats de 50 grandes vérifications d'optimisation des ressources portant sur des activités allant du Service du procureur de la Couronne jusqu'aux quatre premiers programmes routiers financés par le secteur privé sont communiqués; le NAO devient responsable de la vérification de 17 nouveaux organismes exécutifs créés depuis l'élection générale de 1997, y compris les agences de développement régional; le NAO accueille deux grandes conférences sur la lutte contre la fraude dont l'une était parrainée par la Commission européenne.

En raison de l'importance des changements qui sont survenus dans la gestion des affaires publiques du Royaume-Uni au cours des dix dernières années, le rapport souligne la réaction du NAO à ces changements. Le NAO a notamment dû fournir des orientations et de l'aide aux ministères tout en adaptant sa méthode de vérification de manière à ce que le Parlement reçoive l'information dont il a besoin pour demander des comptes au gouvernement. D'après le rapport, même si 17 nouvelles vérifications se sont ajoutées cette année, le rôle de vérification peut encore croître; un exemple est offert par la validation indépendante de l'information sur le rendement utilisée pour mesurer le succès des services publics.

Le rapport attire aussi l'attention sur les importantes économies d'efficacité réalisées par le NAO; par exemple, au cours des dix dernières années, la charge de travail a augmenté de 25 p. 100 alors que les ressources n'ont augmenté que de neuf pour cent. Le NAO a fait une utilisation judicieuse de l'impartition lorsque la

situation s'y prêtait, ce qui lui a donné une certaine latitude et permis de voir à ce que les compétences appropriées soient accessibles pour chaque tâche.

Dans le rapport, Sir John Bourne, contrôleur et vérificateur général, en est venu à la conclusion suivante : [traduction] « Le NAO évolué au même rythme que les entités vérifiées, et il a cherché à faciliter le changement lorsqu'il le pouvait ». Ce faisant, le Bureau a contribué à la réalisation d'importantes économies dans l'ensemble du gouvernement. C'est pourquoi le NAO a continué à contribuer à la gestion des affaires publiques.

Cours de formation international

Le NAO a accueilli son sixième cours annuel de formation international du 6 septembre au 9 octobre. Articulé autour de deux modules, la vérification comptable et la vérification d'optimisation des ressources, le programme intensif de quatre semaines se concentre sur les méthodes de vérification du NAO. Le programme est donné en salle de classe, mais les deux modules comprennent des illustrations pratiques, des exemples et des études de cas tirés des comptes que le NAO a vérifiés et des vérifications d'optimisation des ressources qu'il a effectuées. Le cours est conçu pour être interactif, les participants étant encouragés à poser des questions et à présenter des éléments découlant de leur propre expérience.

L'un des principaux objectifs du programme est de favoriser le dialogue entre les participants lorsqu'ils sont au NAO et le maintien de la communication entre eux lorsqu'ils rentrent à la maison. En plus du volet qui se passe en salle de classe, les participants ont de nombreuses occasions de rencontrer le personnel du NAO et d'échanger avec lui.

Depuis que le cours pilote a été donné en 1993, plus de 80 personnes provenant d'ISC et d'autres organisations ont assisté au cours. Les groupes de travail régionaux de l'INTOSAI appuient fortement le programme, et le NAO s'attend à ce que le cours de 1999 accueille jusqu'à 18 participants.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : National Audit Office, International Liaison and Training, 157-197 Buckingham Palace Road, Victoria, Londres SW1W 9SP, Royaume-Uni; télécopieur : 44-171-798-7466; courriel : <international.nao@gt.net.gov.uk>.

Russie

Rapport annuel de 1997

La Chambre des comptes de la Fédération de Russie a soumis son rapport

annuel de 1997 au Parlement. Le rapport contient les points saillants des 475 contrôles effectués dans plus de 2 000 ministères, services et autres organismes au cours de l'exercice. En outre, la Chambre a effectué des examens spécialisés et formulé des opinions sur 40 projets de loi et autres documents juridiques traitant de questions budgétaires et financières qui ont été soumis au Parlement à des fins de considération. Elle a aussi produit plus de 300 études.

En se fondant sur les résultats des contrôles, la Chambre a formulé, à l'intention des entités contrôlées, 608 recommandations précises visant à régler les violations et à améliorer les activités, y compris la réparation des dommages causés à l'État et la poursuite de fonctionnaires responsables des violations. De plus, en 1997, la Chambre a exercé son droit de délivrer des ordres obligatoires à 13 entités contrôlées pour éliminer les manquements documentés dans les affaires, les finances, le commerce et d'autres activités qui ont causé des dommages directs à l'État. Dans 76 cas, les constatations de la Chambre ont été communiquées à l'avocat général pour qu'il prenne d'autres mesures. Le rapport indique que les constatations ont permis des économies de plus de quatre milliards de roubles.

Séminaire international

Un séminaire international sur les relations entre les institutions gouvernementales de contrôle fédérales et régionales a été organisé à Moscou par la Chambre des comptes. Au nombre des participants, on trouvait des présidents d'ISC et d'autres hauts fonctionnaires qui ont discuté des aspects légaux et méthodologiques de cette relation ainsi que de la coopération aux fins de l'exécution des contrôles et du recrutement et de la formation du personnel de contrôle. Parmi les principaux conférenciers se trouvaient M^{me} Hedda von Wedel, présidente de la Cour des comptes fédérale de l'Allemagne, M. Gabriel Mignot, président de la Cour des comptes régionale de France ainsi que l'hôte du séminaire et président de la Chambre des comptes de Russie, M. Khatchim Karmakov.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Chambre des comptes de la Fédération de Russie, ul. Giljarovskogo 31, bld. 1. 129 090 Moscou, Fédération de Russie.

Saint-Vincent-et-les Grenadines

Nouveau vérificateur général

M^{me} Cecil Saunders a été nommée directrice de la vérification le 15 avril 1998. M^{me} Saunders enrichira le Bureau de 29 ans d'expérience au sein de la fonction publique

et d'une vaste expérience en vérification. Elle succède à M. Frederick Providence qui a pris sa retraite le 6 février 1998.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Bureau de la vérification, Kingstown, Saint-Vincent-et-les Grenadines.

Soudan

Nouvelle constitution : nouveau mandat pour l'ISC

En juin 1998, une nouvelle constitution a été adoptée pour la République du Soudan. Cette constitution traite du mandat de l'Institution supérieure de contrôle des finances publiques du pays. Le quatrième chapitre de la nouvelle constitution précise qu'un organisme indépendant, connu sous le nom de Chambre de vérification générale, doit être créé et placé sous la direction d'un vérificateur général qui, à l'instar des autres dirigeants de la Chambre, doit être nommé par le président de la République avec l'approbation de l'Assemblée nationale. Le vérificateur général relève tant du président de la République que de l'Assemblée nationale et il est responsable de la vérification des comptes des ministères et organismes fédéraux, de l'Assemblée nationale et du pouvoir judiciaire ainsi que des autres organisations, institutions, sociétés et entreprises fédérales. En outre, le président peut confier d'autres responsabilités de vérification à la Chambre de vérification générale. La constitution précise aussi l'organisation, les fonctions et les mandats du personnel de la Chambre.

Rapport annuel

L'Institution supérieure de contrôle des finances publiques du Soudan a publié son rapport annuel de 1996. Le rapport contient les résultats des vérifications des comptes des ministères fédéraux, des États et des entreprises publiques. Des constatations y sont mises en évidence de même que les recommandations dont l'Assemblée nationale discute dans le cadre de réunions spéciales.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Chambre de vérification générale, C.P. 91, Khartoum, Soudan.

Suède

Renforcement des capacités des institutions

Il y a plus de dix ans que le Bureau national de vérification de la Suède (RRV) travaille, sur la scène internationale, au renforcement des capacités des institutions dans le cadre de projets de coopération contre rétribution. En 1997 et au début de 1998, le

RRV a élaboré une méthode améliorée de renforcement des capacités qui repose sur la coopération des institutions avec des pairs.

Par ses projets de coopération avec les institutions et les ISC soeurs, le RRV s'efforce de contribuer au développement de différentes capacités au sein de l'ISC partenaire; par exemple, la capacité de livrer des produits de qualité satisfaisante conformément aux exigences des lois et de la constitution du pays; la capacité de s'adapter à de nouvelles conditions futures, d'interpréter les nouvelles demandes externes ou internes auxquelles l'organisation devra répondre et de prendre des mesures appropriées; la capacité d'interagir de façon constructive avec d'autres ministères gouvernementaux, les médias et le grand public en vue de renforcer la capacité et l'efficacité du secteur public du pays; et finalement la capacité de continuer à tirer des leçons de l'expérience.

L'approche de coopération du RRV repose sur une structure claire tant pour ce qui est des différentes phases des projets (établissement, exécution et parachèvement) que pour ce qui est de la division ou du partage des responsabilités de gestion des différentes phases du projet entre le RRV et l'institution partenaire. Selon le RRV, cette structure favorise le développement durable au sein de l'ISC partenaire.

La nouvelle méthode de renforcement des capacités des institutions du RRV, qui s'appliquera à tous les projets de coopération internationale à compter de 1998, a fait l'objet de discussions dans le cadre de séminaires distincts avec l'Autorité de développement international de la Suède et M. Merrick Jones, professeur agrégé en gestion du développement de la Graduate School of Business de la Northern Territory University, en Australie.

Pour obtenir plus d'information, veuillez communiquer avec le Secrétariat international du Bureau national de vérification de la Suède, par courriel : <int@rrv.se> ou par télécopieur : 46-8-690-4123.

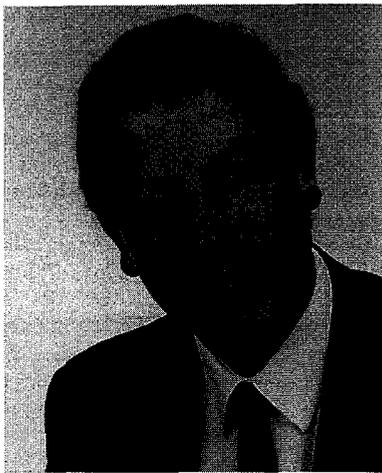
Suisse

Nouveau dirigeant de l'ISC

Le Conseil fédéral de la Suisse a nommé M. Kurt Grüter à la succession de M. Peter Probst au poste de directeur du Contrôle fédéral des finances. M. Probst a pris sa retraite à la fin du mois d'août 1998.

Formé en économie à l'Université de Saint-Gall, M. Grüter a travaillé deux ans comme assistant à l'Institut de gestion financière et du droit de la finance de cette même université. Ses premières affectations professionnelles l'ont amené au Service des postes et des télécommunications et au

ministère des Affaires économiques nationales. Avant sa nomination à la direction de l'ISC de Suède, M. Grüter était vice-directeur de la division principale de l'Administration financière responsable de la budgétisation et de la planification financière.



M. Kurt Grüter

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Contrôle fédéral des finances, Monbijoustrasse 51a, CH-3003 Berne, Suisse.

Tuvalu

Nouveau vérificateur général

Le gouverneur général a nommé M. Siliga Tala au poste de vérificateur général du Tuvalu conformément aux conseils de la Commission de la fonction publique et à l'approbation du Parlement. M. Tala a obtenu une maîtrise en administration des affaires de l'Université du Pacifique Sud en 1997. Il est aussi titulaire d'un diplôme en comptabilité générale et en comptabilité analytique du Abingdon College of Further Education au Royaume-Uni.

M. Tala est entré au Bureau du vérificateur général en 1983 et depuis, il a acquis une vaste expérience pratique et théorique de la vérification et de la gestion financière dans le secteur public. Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Bureau du vérificateur général, Private Mail Bag, Vaiaku, Funafuti, Îles Tuvalu; télécopieur : 688-20130.

Union européenne

La Cour des comptes célèbre son 20^e anniversaire

En 1998, une brochure spéciale a été publiée pour marquer le 20^e anniversaire de la Cour des comptes de l'Europe. Elle

contient les divers discours prononcés lors de la cérémonie tenue à cette occasion ainsi qu'une étude effectuée par les directeurs des groupes d'audit de la Cour. L'étude porte sur la saine gestion financière de la Politique agricole commune des Fonds structurels et de l'aide au développement. Enfin, la troisième partie de la brochure contient certaines dispositions législatives de la Communauté et des informations générales au sujet de la Cour.

Diffusion de rapports spéciaux

Au cours de la dernière année, la Cour des comptes a publié neuf rapports spéciaux sur divers sujets comme la mise en oeuvre de la politique et de l'action de l'Union européenne en matière de pollution des eaux; l'importation à taux réduits et l'écoulement sur le marché de produits laitiers néo-zélandais et de fromage suisse; la reconstruction en ex-Yougoslavie; le bilan du système des ressources de l'Union européenne fondé sur la TVA et le PNB; le Programme communautaire d'aide au développement concernant l'Afrique du Sud; les services de la Commission chargée de la lutte contre la fraude, notamment l'Unité de coordination de la lutte anti-fraude; et les dépenses et les allocations des députés du Parlement européen.

Accès Internet

Depuis avril 1998, toutes les publications de la Cour sont accessibles sur le site Web (<http://www.eca.eu.int>) dans les onze langues officielles de l'Union le même jour où elles sont publiées dans le *Journal officiel des Communautés européennes*. Les pages d'accueil de la Cour sont maintenant publiées sur Internet en hollandais, en anglais, en français, en allemand, en portugais et en espagnol. Pour toute information ou toute documentation, vous pouvez communiquer avec la Cour par courriel à l'adresse suivante : <euraud@eca.eu.int>.

Coopération régionale

Les 26 et 27 mars 1998, les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques des pays de l'Europe du Centre et de l'Europe de l'Est et la Cour des comptes de l'Union européenne ont organisé une réunion à Varsovie, sous les auspices de la Chambre suprême de contrôle de la Pologne. À cette occasion, les ISC de 12 pays étaient représentées. La Commission européenne était représentée par le directeur général des Relations extérieures, le directeur général adjoint du Contrôle financier et par une délégation du programme PHARE/SIGMA.

Les présidents ont souligné l'importance de poursuivre leur collaboration en vue de préparer l'ISC à son adhésion future. Ils ont reconnu l'importance de la coopération dans le domaine du contrôle parce que, dans le

contexte d'une adhésion future, il est nécessaire d'établir des contrôles appropriés à tous les niveaux ou que les fonds de la Communauté seront de plus en plus administrés par les administrations nationales des pays de l'Europe du Centre et de l'Europe de l'Est.

Enfin, les présidents ont déclaré qu'il conviendrait de définir une structure organisationnelle qui permettrait et faciliterait la mise en oeuvre de différentes activités.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Cour des comptes de l'Union européenne, Service des relations extérieures; 12, rue Alcide de Gasperi, L-1615 Luxembourg (télécopieur : 352-43-98-4630).

Uruguay

Programme de renforcement institutionnel

La Cour des comptes élabore un programme général de renforcement interne de concert avec la Banque interaméricaine de développement (BID). Le programme s'est amorcé par un diagnostic institutionnel qui a permis de déceler les aspects opérationnels à améliorer et à mettre à jour au moyen de techniques avancées de contrôle, et ce, selon une structure organisationnelle qui sera elle aussi graduellement adaptée aux nouvelles technologies. La Cour a commencé à mettre en oeuvre les solutions et les recommandations formulées par des techniciens connus qui possédaient de l'expérience sur la scène internationale et qui travaillaient à contrat dans le cadre du programme de coopération technique de la BID. D'autres appuis sont venus du Bureau de la fonction publique nationale, un organisme gouvernemental de l'Uruguay spécialisé dans la prestation de conseils sur les processus de changement qui oeuvre depuis quelques années au Programme de réforme de l'État.

En plus de ces activités, la Cour des comptes procède à la mise en oeuvre d'un programme de modernisation de ses divers services de contrôle dans le but d'établir des systèmes de contrôle de la qualité qui garantiront une pleine conformité aux normes de contrôle de l'INTOSAI. Cette activité se déroule en vue de la préparation et de la diffusion de manuels de politiques et de procédures qui devront être utilisés pour toutes les missions de la Cour, y compris les contrôles de projets exécutés par la fonction publique de l'Uruguay grâce au financement international. Les responsables du projet ont reçu de l'aide technique d'une firme de conseillers travaillant à contrat dans le cadre du programme de coopération de la BID, conformément aux lignes directrices de cette dernière sur le recours aux sociétés internationales. La dernière étape des travaux,

qui doit être terminée d'ici juillet 1999, comporte un ensemble de cours et d'ateliers d'application pratique ainsi que la modernisation du Centre de formation de la Cour. Des spécialistes possédant des antécédents en plans et programmes de formation professionnelle continue seront embauchés pour concevoir, organiser et donner ces cours et ateliers.

Intégration des ISC membres du Mercosur

La Cour des comptes a joué un rôle important dans les projets mis au point par les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay, à titre de membres du Mercosur, (Marché commun du Cône sud-Mercosur) en vue d'harmoniser les procédés de contrôle à appliquer conjointement dans la région. La Bolivie et le Chili ont aussi participé à ce projet. Durant le séminaire international qui s'est tenu récemment à Caracas, au Venezuela, sous le thème « L'intégration nationale et supranationale des systèmes de contrôle : le rôle des ISC », la Cour était chargée de présenter l'historique et les caractéristiques du Mercosur, son cadre légal ainsi que l'élaboration et la mise en oeuvre de travaux et d'accords, par les ISC de la région, y compris leurs relations de travail avec la Cour des comptes européenne.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Cour des comptes, Juan Carlos Gomez 1324, CP 11000 Montevideo, Uruguay; courriel : <trinbinc@adinet.com.uy>; télécopieur : 598-2-916-1806.

Venezuela

Célébration du 60^e anniversaire de l'ISC

En 1998, le Bureau du contrôleur général du Venezuela célèbre son 60^e anniversaire avec une série de tribunes sur le contrôle, de publications et de manifestations spéciales. Les tribunes portent sur des sujets comme le contrôle de la dette publique, les répercussions de la décentralisation sur le contrôle et les processus de privatisation. Dans le cadre de ses célébrations, le Bureau accueillera aussi l'Assemblée générale de l'OLACEFS en octobre de cette année.

En 1996, l'ISC du Venezuela a mis au point un processus de sélection des contrôleurs internes. Ce processus a établi des exigences minimales pour ces postes et normalisé les méthodes d'évaluation. Depuis, plus de 100 contrôleurs internes ont été choisis au moyen de ce processus qui favorise l'équité et l'objectivité, l'indépendance et le professionnalisme dans l'ensemble du gouvernement. De plus, le

contrôleur général du Venezuela, M. Eduardo Roche Lander, a diffusé des directives internes pour la préparation des rapports et des dossiers. Ces directives fournissent aux contrôleurs une méthode pratique normalisée qui les aide à présenter clairement les résultats de leurs contrôles.

Dans le rapport annuel de 1997 au Congrès, le contrôleur général a fait ressortir trois importantes contributions de l'ISC du Venezuela : ses efforts constants en vue de parachever le système national de contrôle; la modernisation de son travail grâce à une utilisation accrue des technologies de l'information et à un plus grand professionnalisme; et la promotion de la planification stratégique au moyen de communications internes exhaustives et de l'évaluation des travaux de contrôle et de l'étendue des objectifs proposés. En outre, le Bureau a communiqué les résultats de son travail et des informations sur ses activités grâce à divers médias et à des réunions avec les représentants des principales institutions et organisations du pays. Résultat : les travaux de l'ISC du Venezuela ont été largement communiqués et ils ont été bien accueillis dans tout le pays.

Finalement, le contrôleur général a publié trois documents pour promouvoir la mise en place d'une fonction publique compétente et professionnelle. Il s'agit du *Code d'éthique de l'ISC*, des *Douze mesures pratiques pour vaincre la corruption et renforcer la démocratie* et des *Instructions autorisées pour l'administration publique*.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Contraloria General de la Republica de Venezuela, Caracas 1050, Avenida Andres Bello, Apartado 1917, Venezuela; courriel : <102213.3217@compuserve.com>; site Web : <<http://www.cgr.gov.ve>>.

Yémen

Séminaires conjoints

L'Organisation centrale de contrôle et de vérification (OCCV) a tenu, de concert avec la Fondation allemande pour le développement international (DSE), son cinquième séminaire annuel à Sana'a, République du Yémen, du 12 au 20 mai 1998 sous le thème « La décentralisation du processus budgétaire et du contrôle ». Parmi les participants au séminaire, se trouvaient : des hauts fonctionnaires de l'OCCV; des représentants du ministère des Finances, de l'Administration locale, de la Planification et du Développement, de la Fonction publique et de la Réforme administrative; du Bureau du président de la République; du Conseil des ministres et de la Banque centrale. L'Allemagne avait délégué une équipe de cinq personnes représentant la DSE, la Cour fédérale des comptes, le ministre des

Finances de la République fédérale d'Allemagne et deux interprètes.

Le principal objectif du séminaire était d'améliorer les procédés de préparation, d'exécution et de surveillance du budget de manière à évoluer aussi vite que l'environnement en mutation constante et à améliorer l'efficacité, l'économie et l'efficacité du système de budgétisation global. Des participants du Yémen et de l'Allemagne ont présenté des communications techniques, et des séances plénières et simultanées ont facilité les discussions, les échanges d'idées, d'information et d'expériences liées au thème et aux sous-thèmes du séminaire. Les participants ont adopté un certain nombre de recommandations; les plus importantes étant que la structure législative et organisationnelle de l'administration générale soit adaptée et modernisée de manière à pouvoir composer avec le processus de décentralisation et que le processus de décentralisation s'accompagne de mécanismes de surveillance et de contrôle efficaces.

Depuis 1993, l'OCCV et la DSE coopèrent et collaborent activement et avec succès à l'organisation de séminaires annuels qui alternent entre Sana'a et Berlin, et les deux institutions envisagent des moyens d'élargir et de renforcer cette coopération bilatérale. Cette année, un participant de l'OCCV a été invité à se joindre à un séminaire sur la gestion de projet de la DSE qui s'est tenu à Berlin du 18 mai au 4 juillet 1998 et l'an passé, la DSE a parrainé deux fonctionnaires, l'un de l'OCCV et l'autre du ministère des Finances, pour qu'ils participent à un séminaire au Malawi, en Afrique.

Nouvelle administration centrale pour l'ISIC

Le 28 mai 1998, le président de la République du Yémen, M. Ali Abdullah Saleh, a inauguré l'Administration centrale de l'OCCV. Il était accompagné du premier ministre, du président du Conseil consultatif, du président de l'OCCV et vérificateur général du Yémen, M. Ahmad Mohamed Al-Eriani, d'un certain nombre de ministres, de quelques députés et d'autres hauts fonctionnaires du gouvernement.

Le nouveau complexe se compose de l'immeuble principal et du Centre de formation. L'immeuble principal a la forme d'un oiseau en vol; la tête de l'oiseau abritant le bureau du président de l'OCCV, la queue, un auditorium pouvant accueillir 300 personnes, et les deux ailes, les bureaux des employés répartis sur cinq étages et dans un sous-sol.

Le Centre de formation compte cinq étages et quatre salles pouvant accueillir jusqu'à 50 personnes chacune. Ce centre

résidentiel est conçu pour servir non seulement de centre national, mais aussi de centre régional. On peut y tenir un séminaire régional ou une réunion ou une conférence pour 300 personnes et offrir jusqu'à cinq séances simultanément.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante: Organisation centrale de contrôle et de vérification, C.P. 151, Sana'a, République du Yémen; téléphone: 00967-1-410822/23/24 ou 00967-1-839; télécopieur: 00967-1-410847; courriel: <COCA@net.ye>.

Consortium international pour la gestion des comptes publics

XII^e conférence internationale

Le Consortium international pour la gestion des comptes publics a tenu sa XII^e conférence annuelle sur les « nouveautés » à Miami, en Floride, du 30 mars au 1^{er} avril 1998. Plus de 400 participants de 40 pays d'Amérique latine, d'Amérique du Nord, des Antilles, de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique ont assisté à la conférence qui était coparrainée par le Consortium, l'Université internationale de la Floride, la Banque mondiale, l'Association of Government Accountants et l'Agency for International Development des États-Unis. Les participants se composaient de directeurs des secteurs public et privé, de vérificateurs et de comptables ainsi que de banquiers, d'universitaires, d'économistes et d'autres experts en gestion financière. La conférence de trois jours a été suivie de séminaires sur la fraude et la corruption et sur des questions connexes.

L'INTOSAI était bien représentée dans le groupe des conférenciers qui comprenait

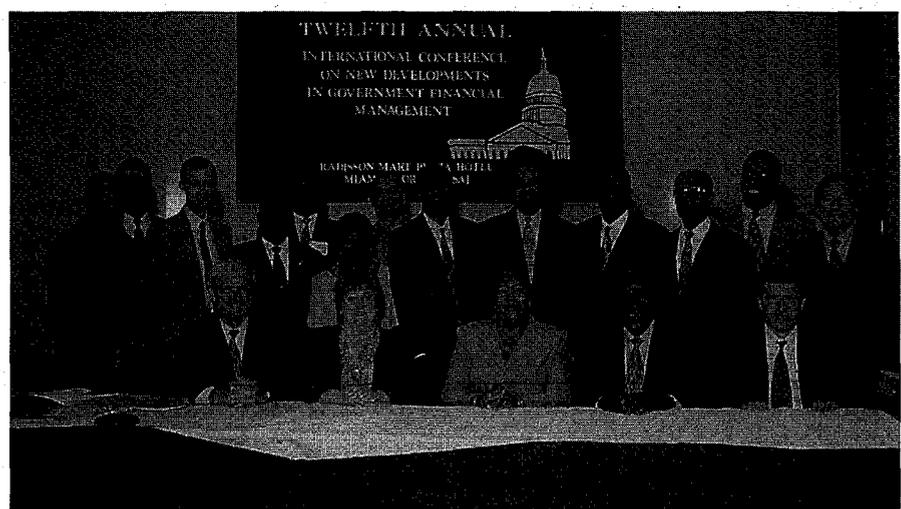
Victor Enrique Caso Lay, contrôleur général du Pérou; Aristides Romero, contrôleur général du Panama; Sir John Bourne, contrôleur et vérificateur général du Royaume-Uni, et Anand Goolsarran, vérificateur général de la Guyane. Les autres conférenciers représentaient des banques internationales de développement, des associations professionnelles et des ministères des finances. Les sujets abordés allaient des systèmes intégrés de gestion financière et des exigences redditionnelles applicables aux projets de développement jusqu'aux normes de contrôle internationales et aux virements électroniques de fonds à l'échelle planétaire.

Pour obtenir plus d'information et pour recevoir les actes de la conférence, veuillez écrire à l'adresse suivante: Secretary General; International Consortium on Governmental Financial management, P. O. Box 8665, Silver Spring, Maryland, États-Unis; courriel: <icgfm@aol.com>.

Nations Unies

Réunion annuelle des vérificateurs internes

La 29^e réunion des représentants des services de vérification interne de l'Organisation des Nations Unies et des Institutions financières multilatérales a été parrainée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et s'est tenue à l'Administration centrale de l'Organisation, à Genève, du 25 au 27 mai 1998. Le Bureau de la vérification interne et de la surveillance de l'OMS a accueilli la réunion annuelle dont l'objectif est de fournir une tribune pour une discussion collégiale des problèmes organisationnels et techniques communs auxquels font face les vérificateurs du système des Nations Unies. Cette année, plus



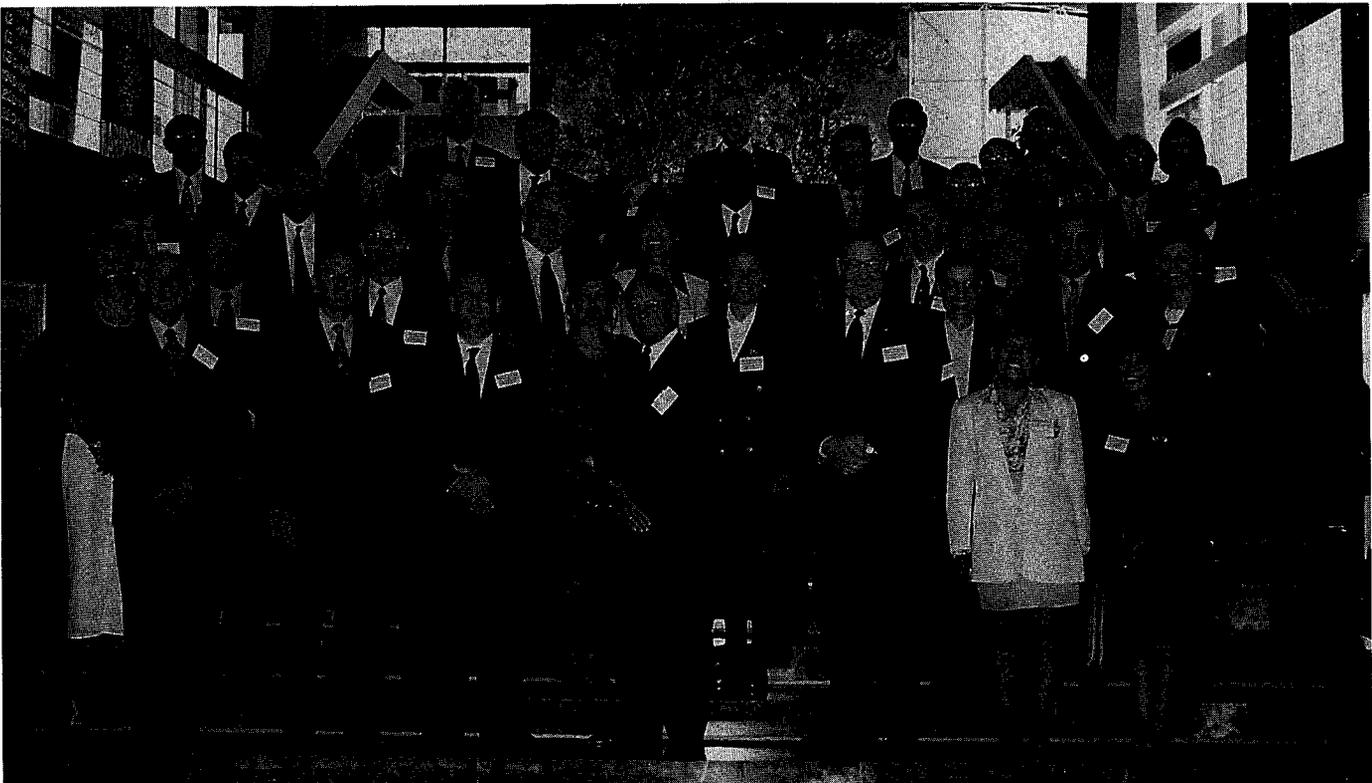
La conférence annuelle sur les « nouveautés » du Consortium international pour la gestion des comptes publics a attiré de nombreux représentants des bureaux nationaux de vérification du monde entier. Ils sont photographiés ici pendant la conférence de Miami.

de 40 représentants de 33 différents organismes du monde entier participaient à la réunion.

En souhaitant la bienvenue aux délégués, qui étaient principalement directeurs de leurs bureaux de vérification respectifs, le directeur général de l'OMS, M. Hiroshi Nakajima, a fait mention de l'évolution du travail des vérificateurs internes et des contributions importantes de ces derniers aux objectifs de leurs organisations grâce au travail à valeur ajoutée qu'ils effectuent.

Ces thèmes ont souvent été repris au cours des séances de discussions sur des problèmes communs comme les relations avec les organismes directeurs, les enquêtes sur les fraudes et les nouveaux cadres redditionnels. En outre, des sujets techniques plus traditionnels ont été abordés : les technologies de l'information, l'évaluation du risque, les rapports et la formation. Enfin, les participants ont examiné un document sur les attentes en matière de surveillance efficace qui vient d'être publié par un groupe d'États membres dans le cadre de leur proposition sur la réforme du système des Nations Unies.

Pour obtenir plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : Bureau du contrôle interne et de la surveillance, OMS, 20, av. Appia, CH-1211 Genève 27, Suisse; courriel : <langfordk@who.ch>; télécopieur : 41-22-791-2111. ■



Les participants à la 29^e réunion annuelle des représentants des services de vérification interne des Nations Unies se sont rassemblés pour la photo officielle au cours de leur rencontre à Genève.

La SPASAI célèbre son vingt-cinquième anniversaire au Congrès régional

par Alberta Ellison, General Accounting Office des États-Unis

Les représentants des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) des îles Cook, des États fédérés de Micronésie, de Kiribati, de Nouvelle-Calédonie, de Nouvelle-Zélande, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des îles Salomon, des Tonga, des îles Tuvalu et du Samoa-Occidental ont assisté au Cinquième Congrès de l'Organisation des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques du Pacifique Sud (SPASAI). Les bureaux de vérification des États de Nouvelle-Galles du Sud et du Queensland, en Australie, étaient aussi représentés. Se sont joints au groupe, les observateurs de la Banque asiatique de développement, de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (représentée par le Canada et la Norvège) et de *La Revue*. À l'occasion de ce congrès, qui a eu lieu à Suva, aux Fidji, du 15 au 18 septembre 1998, on a également célébré le vingt-cinquième anniversaire de la création du groupe régional du Pacifique Sud (qui est plus tard devenu la SPASAI).

Programme d'ouverture

Le sénateur Filipe Bole, ministre de la planification des Fidji, a officiellement ouvert le Congrès. Dans son allocution, M. Bole a déclaré aux délégués qu'il « appuyait fortement les ISC dans leur initiative de réforme de la reddition de comptes au gouvernement et d'amélioration des processus de contrôle ». Les observations du sénateur ont mis en évidence la question de la reddition de comptes dans le secteur public, qui devait être discutée et développée plus à fond pendant le Congrès.

Enfin, M. Michael Jacobs, vérificateur général des Fidji, a relaté les 25 ans d'existence du groupe de travail. Il a parlé de ses débuts, en 1973, jusqu'à son adhésion à l'INTOSAI, en 1988, en qualité de groupe régional de l'INTOSAI. Il a aussi mentionné les sujets qui continuent de préoccuper les membres de la SPASAI et insisté sur la nécessité pour le groupe de continuer à travailler en concertation et à partager l'information.

Programme technique

Le programme technique était axé sur les documents de fond et les communications qui avaient été préparés par les ISC avant le Congrès. Pendant les séances de discussion, les rapporteurs ont présenté des sommaires des documents et ont orienté les discussions sur les sujets. Les quatre sujets qui ont été abordés sont résumés ci-dessous.

Sujet 1 : Renforcer les institutions

Le document de fond traitait un sujet qui préoccupe toutes les institutions de contrôle — le renforcement des institutions et l'indépendance du vérificateur. La discussion a porté sur le processus de nomination et de remplacement du vérificateur général, l'affectation des ressources, les relations avec les autres organismes, la communication de l'information et l'observation. Eroni Vatuloka, sous-vérificateur général des Fidji, a donné un aperçu des mesures

qui sont prises pour renforcer l'indépendance du BVG. Il a déclaré que « presque tous les pays du monde sont en train de revoir leur méthode de gestion des fonds publics — en diminuant le rôle et la taille du gouvernement, en modifiant les méthodes de prestation des services, en privatisant, en décentralisant, en dérégulant, en améliorant la relation entre les citoyens et le gouvernement ainsi qu'en formant des partenariats entre l'État et les ONG. Le développement est devenu l'objectif principal des processus en évolution, et cette orientation est appropriée dans le contexte de l'établissement d'institutions de vérification. »

Les discussions ont permis d'établir que l'on doit tenir compte des points importants suivants pour renforcer les institutions de vérification : 1) les principes d'indépendance et de communication de l'information au Parlement ne devraient jamais être enfreints; 2) les capacités et les connaissances du personnel devraient être accrues; 3) même si les mandats peuvent varier selon le cadre constitutionnel, on devrait avoir recours aux marchés de services pour remplir les mandats qui excèdent la capacité de l'ISC; 4) les ressources sont importantes, en particulier lorsque le ministre des Finances joue un rôle déterminant dans l'établissement du budget.



Les délégués au Congrès de la SPASAI discutent en petits groupes de sujets d'intérêt mutuel.

Sujet 2 : Améliorer la transparence et la reddition de comptes dans le secteur public

Les moyens d'améliorer l'efficacité de la reddition de comptes dans le secteur public constituaient un autre sujet de préoccupation pour tous les participants au Congrès. Comme l'a indiqué un délégué : « en venant à cette réunion, nous avons un objectif

commun : communiquer nos vues, nos idées et nos expériences et discuter de différentes questions... et même si nous partageons tous la même vision, nos environnements de contrôle diffèrent beaucoup quant aux pratiques et aux valeurs politiques, économiques et socioculturelles ».

Accords de SUVA

Accord n° 1 : Pour qu'elle soit vraiment indépendante et constitutionnelle, l'ISC doit rendre des comptes, faire rapport sur ses fonctions et se soumettre à des examens périodiques.

Accord n° 2 : Les ISC qui entreprennent des projets visant à renforcer les institutions doivent s'assurer de la participation des principales parties intéressées.

Accord n° 3 : Les ISC doivent veiller à fournir un service à valeur ajoutée.

Accord n° 4 : Les ISC doivent concevoir et mettre en oeuvre des mécanismes pour regrouper les connaissances et les partager.

Accord n° 5 : Les ISC doivent mettre l'accent sur le concept de développement de la capacité.

Accord n° 6 : Les ISC doivent continuer de souligner le fait qu'elles sont tenues de faire rapport au Parlement (et non au gouvernement) en ce qui a trait aux comptes et aux activités du gouvernement.

Accord n° 7 : Les ISC doivent appuyer l'adoption dans le secteur public des principes comptables et de communication de l'information en tant que code réglementaire appuyé par des mesures d'observation.

Accord n° 8 : Les ISC doivent, dans la mesure du possible, demander aux organismes d'éliminer les arriérés relatifs à la comptabilisation et à la communication de l'information, le cas échéant, communiquer ces arriérés au Parlement et recommander aux organismes des moyens d'améliorer la communication de l'information.

Accord n° 9 : Les ISC ont recommandé que, dans la mesure du possible, les gouvernements conservent des pistes logiques et claires des décisions prises.

Accord n° 10 : L'association devrait élaborer des normes pour les pratiques redditionnelles préférées, par exemple en relation avec les listes de contrôle établies pour la régie, les codes de déontologie et l'éthique, la communication et la déclaration des intérêts de même que les procédures relatives à l'observation. Ces normes devraient être conformes aux normes de contrôle interne de l'INTOSAI.

reddition de comptes. Dans ce contexte, les délégués ont convenu que les ISC devraient : appuyer l'adoption dans le secteur public des principes comptables et de communication de l'information; promouvoir l'adoption de meilleures structures pour l'établissement de budget et la communication d'information sur les organismes; recommander que des changements soient apportés aux systèmes comptables et de gestion afin d'améliorer les pratiques redditionnelles; promouvoir la création de comités des comptes publics chargés d'examiner les rapports de contrôle et de faire rapport à leur sujet au Parlement, et enfin de faire d'autres enquêtes.

D'autres suggestions ont été faites pour permettre aux ISC d'améliorer la reddition de comptes : aider les organismes à éliminer les arriérés relatifs à la comptabilisation et à la communication de l'information tout en leur recommandant des moyens d'y parvenir; présenter des rapports en temps opportun et adopter des méthodes comptables adéquates; faire des vérifications de gestion, dans la mesure du possible; établir et maintenir des relations avec le secteur privé pour être plus en mesure de comprendre les questions liées à la gestion dans le secteur public.

En dernier lieu, les participants ont discuté des pratiques du gouvernement qui nuisent à la reddition de comptes dans le secteur public ou qui en diminuent l'importance. Voici leurs recommandations : maintien par les gouvernements de pistes logiques et claires des décisions prises; adoption de règles plus strictes en ce qui concerne l'information que doivent fournir les organismes dans leurs rapports; élaboration de plans de contrôle qui prévoient des tests de conformité et de probité, et notamment des contrôles internes.

Sujet 3 : Faits nouveaux dans les domaines de la reddition de comptes et de la vérification

Étant donné qu'au niveau régional, les faits nouveaux dans les domaines de la reddition de comptes et du contrôle varient selon la nature et le stade des réformes du secteur public dans les pays, quatre questions distinctes ont été abordées à ce chapitre : la régie; les faits nouveaux de la gestion financière; le maintien de l'infrastructure; les faits nouveaux en matière d'assurance.

Régie : Les discussions ont permis de cerner un certain nombre d'éléments vitaux de la réforme du secteur public qui appuient la régie. Ils comprennent notamment : les motifs précis qui sous-tendent la création de l'entité; un cadre de régie pertinent, clair et complet pour chaque entité; des rôles et des responsabilités explicites et documentés; des processus équitables de nomination des membres du conseil de gestion ou d'administration; des processus de consultation pour la planification opérationnelle; la surveillance des mécanismes de régie; les documents redditionnels sur la politique; les pratiques approuvées de communication de l'information sur le rendement; les évaluations périodiques.

Faits nouveaux dans le domaine de la gestion financière : Les délégués ont reconnu que la SPASAI devrait élaborer des normes pour les pratiques redditionnelles préférées en relation avec les listes de contrôle établies pour la régie, les codes de déontologie et l'éthique, la divulgation et la déclaration des intérêts ainsi que les procédures en matière d'observation. Ces normes devraient s'harmoniser avec les normes de l'INTOSAI de contrôle interne. Les rôles et les responsabilités des organismes gouvernementaux doivent être clairement identifiés et les organismes doivent communiquer des résultats clés qui sont conformes aux objectifs de la politique gouvernementale, y compris les indicateurs non financiers, et en rendre compte.

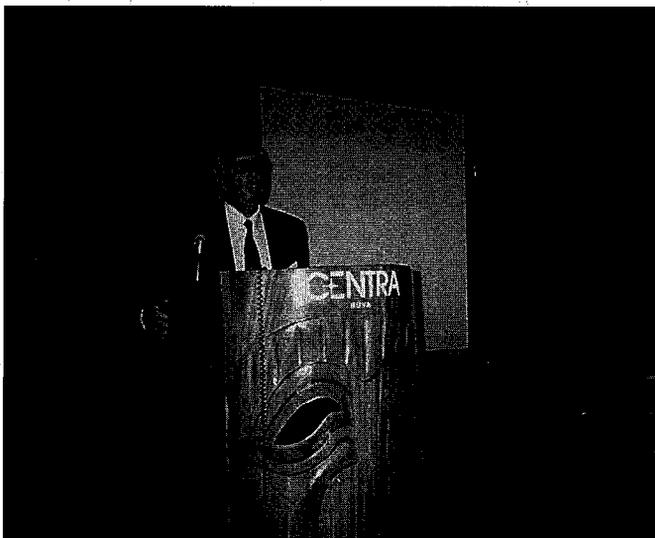
Maintien de l'infrastructure : Les questions qui préoccupaient les délégués étaient la comptabilisation des infrastructures, la production

Quatre principaux secteurs de préoccupation ont été traités à l'intérieur de ce thème. Les participants ont convenu du fait que les gouvernements ne s'acquittent pas de manière satisfaisante de l'obligation de rendre compte. Les délégués étaient d'avis que cette lacune pouvait être corrigée si les ISC continuent d'insister sur le fait qu'elles sont tenues de faire rapport au Parlement sur les comptes et les activités du gouvernement; en outre, les ISC devraient s'employer activement à informer le public et les médias au sujet de leur rôle de vérificateur externe.

Les discussions ont aussi fait ressortir qu'il n'existe pas d'institutions ni de mécanismes adéquats pour promouvoir la

de plans d'urgence en cas de désastres naturels et la passation de marchés pour les services essentiels. Il faut également établir des normes minimales concernant la comptabilisation des opérations, l'entretien et le remplacement des infrastructures, y compris les plans pour gérer les risques de désastres naturels et les plans d'intervention d'urgence pour de tels événements.

Faits nouveaux en matière d'assurance : Concernant cette quatrième question, on convient de la nécessité de clarifier le rôle et la responsabilité du vérificateur général en matière d'assurance prospective et, à cette fin, d'énoncer clairement le rôle et les droits des vérificateurs généraux en ce qui a trait aux parties qui fournissent des services au gouvernement en vertu de marchés. Il faut également dispenser une formation sur les questions de restructuration et d'organisation et, de manière générale, sur les faits nouveaux en matière de comptabilité et de vérification.



Michael Jacobs, vérificateur général des Fidji, souhaite la bienvenue aux délégués à la cérémonie d'ouverture.

Sujet 4 : Assurer l'indépendance et l'efficacité du vérificateur général

Les délégués ont noté que toutes les lois sur le vérificateur général reconnaissent l'importance pour les bureaux d'agir indépendamment de la politique ou de toute autre ingérence. Le principe d'indépendance est issu du rôle historique des ISC et, dans certains pays, de sa relation avec les responsabilités du gouvernement à l'égard du contrôle et de l'affectation des fonds publics. L'indépendance est également un élément vital du rôle du vérificateur sur le plan professionnel.

L'indépendance d'un vérificateur du gouvernement ne peut être assurée uniquement par les garanties constitutionnelles et législatives portant sur son statut, sa nomination et la durée de son mandat; d'autres mesures sont nécessaires. Par exemple, les ISC devraient être indépendantes dans les domaines suivants : les pressions politiques et les autres influences externes; le financement et la dotation en personnel et les dispositions organisationnelles; les décisions concernant les programmes de travail; la capacité de communiquer l'information.

Quant au processus de nomination, la sélection, la reddition de comptes et les pouvoirs devraient être intégrés à la constitution du pays. Premièrement, dans l'esprit du public, le vérificateur général doit être identifié comme un vérificateur externe et qualifié du secteur public plutôt que comme un agent du gouvernement. Deuxièmement, le processus de nomination doit être fondé sur le mérite et faire intervenir les institutions et, troisièmement, le processus devrait faire intervenir les institutions et les personnes autres que le seul parti au pouvoir.

Réunion de la SPASAI

Pendant le Congrès, une séance de la matinée a été prévue pour les affaires courantes de la SPASAI. Le rapport du secrétaire général, David Macdonald, comprenait la demande d'adhésion à la SPASAI des Chambres territoriales des comptes de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française et la demande d'adhésion à l'INTOSAI des Palaos. La SPASAI communiquera également avec le vérificateur général des Palaos pour l'inviter à se joindre au groupe régional. Un rapport sur les états financiers de l'Organisation a aussi été présenté.

Pendant la réunion, les participants ont discuté de l'atelier de planification stratégique SPASAI/IDI. Cet atelier d'une semaine avait lieu immédiatement après le congrès de la SPASAI. Richard Gagné, directeur des programmes de l'IDI, a présenté un rapport des activités de l'IDI dans la région.

Les délégués ont aussi voté sur le choix d'un représentant de la SPASAI au Comité directeur de l'INTOSAI. Le vérificateur général des Tonga, Pohiva Tui'i'onetoa, a été réélu à titre de représentant de la SPASAI pour une autre période de six ans. Le Bureau de contrôle d'État de la Nouvelle-Galles du Sud, en Australie, sera l'hôte du prochain Congrès de la SPASAI, qui aura lieu en l'an 2000, et les îles Cook ont proposé de tenir le Congrès de 2002.

Dans son allocution de clôture, le président a remercié le Bureau du vérificateur général des Fidji, hôte de la réunion. Il a aussi remercié tous les participants d'avoir bien voulu collaborer à l'atteinte des objectifs communs de la région de la SPASAI.

Pour obtenir de plus amples informations au sujet du Congrès de la SPASAI, veuillez communiquer avec M. Michael Jacobs, vérificateur général, Bureau du vérificateur général des Fidji, P.O. Box 2214, Government Buildings, Suva, Fidji. ■

Lancement du programme régional de formation à long terme de l'OLACEFS/IDI

Par Arturo Aylwin Azocar, contrôleur général du Chili, et Hernan Llanos Gonzalez, chef de la Division de contrôle administratif, Bureau du contrôleur général du Chili

Le Programme régional de formation à long terme (PRFLT) OLACEFS/IDI a été lancé à l'occasion de l'Atelier de planification stratégique qui a eu lieu à Lima, au Pérou, du 1^{er} au 5 mai 1998. L'Atelier a eu un succès retentissant et il a jeté des bases en vue d'assurer le succès continu du PRFLT. L'Atelier a été dirigé par une équipe de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI), et la coordination a été assurée avec le concours de l'Organisation des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques de l'Amérique latine et des Antilles (OLACEFS) par l'intermédiaire de son Secrétariat général et avec la participation active du Bureau du contrôleur général de la République du Pérou. La Banque interaméricaine de développement a fourni les fonds.

Le PRFLT est particulièrement important dans la région compte tenu du grand défi que représente dans le monde d'aujourd'hui pour les institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) la transmission de connaissances et de compétences aux professionnels des bureaux de contrôle nationaux. Il consiste pour la plus grande partie à améliorer les procédures visant à régler les problèmes nouveaux et complexes comme la révolution informatique, les questions d'intérêt mondial dans le domaine de l'environnement, la modernisation de l'administration gouvernementale, l'octroi de travaux publics, les traités et les zones de libre-échange de même que la gestion ordonnée des finances publiques.

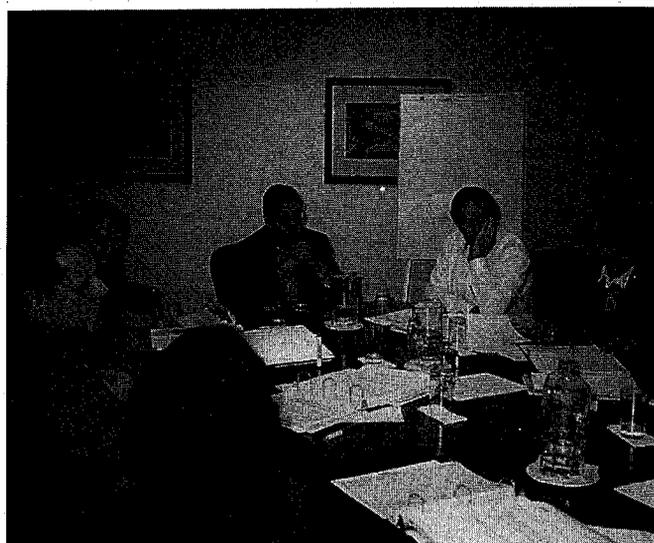
Dans ce contexte, le PRFLT est conçu pour aider les ISC, tant individuellement que comme groupe régional, à accroître leurs possibilités de formation dans le plus petit intervalle de temps possible et à prendre des mesures pour élargir l'étendue des activités de formation dans la région afin de surmonter ces nouveaux défis.

Avant de décrire et d'analyser les activités de l'Atelier de planification stratégique, il faut noter que le PRFLT comprendra quatre activités qui sont essentielles au succès global du programme. Ces activités sont : 1) un atelier de planification stratégique; 2) un atelier sur la conception et l'élaboration de cours; 3) un atelier sur les compétences en formation; 4) un atelier de formation sur le contrôle régional.

Il est à noter qu'au niveau mondial ce programme a été introduit en 1996 et qu'il est mis en oeuvre avec succès dans les groupes de travail régionaux de l'INTOSAI (voir *La Revue*, janvier 1997, p. 20).

Pour concevoir l'Atelier, on a d'abord formé trois groupes de discussion regroupant un total de 40 participants. Ces derniers ont d'abord discuté et analysé en petits groupes des questions particulières, stratégiques et opérationnelles ayant trait au PRFLT. Lors de séances plénières très actives, ils ont ensuite discuté plus en détail de ces questions et en sont venus à un consensus. Les discussions de groupe étaient dirigées par un responsable — généralement un contrôleur général ou un autre cadre supérieur de l'ISC. Les rapporteurs et les secrétaires leur ont apporté une aide inestimable en préparant les conclusions des groupes. Les participants ont convenu du fait que l'atelier est une méthode dynamique, qui encourage véritablement l'échange d'information et d'expériences et

qui joue un rôle prépondérant dans l'atteinte des résultats attendus. Ils ont remercié les membres de l'équipe de l'IDI, composée de Yvan Gaudette, de Luz Maritza Blanco de Uribe et de Peter Armstrong, pour leur excellent travail comme animateurs de l'atelier.



Les participants à l'Atelier de planification stratégique OLACEFS/IDI discutent en petits groupes afin d'élaborer des plans d'action et des stratégies de mise en oeuvre connexes pour le Programme régional de formation à long terme.

Résultats de l'Atelier

Objectifs et activités clés du Programme

Les ISC représentées à l'Atelier ont examiné les objectifs, les buts et les activités clés du PRFLT, c'est-à-dire aider l'OLACEFS et les ISC qui en sont membres à accroître leurs capacités de formation, à élargir l'étendue de leurs activités de même qu'à échanger leurs expériences et de l'information sur des questions pertinentes. Pour ce faire, elles établiront des infrastructures de formation aux niveaux régional et national afin d'assurer la faisabilité et la viabilité de ces programmes.

Les participants se sont entendus au sujet des objectifs et des activités de formation, car ils savent tous que cette initiative améliorera la structure et le fonctionnement de la formation locale et régionale et, dans certains cas, qu'elle conduira à la création de fonctions de formation qui jusqu'ici n'existaient pas.

En outre, on s'attend à ce que la formation d'au moins 25 employés d'ISC donne lieu à des améliorations marquées dans le domaine des ressources humaines. Ceux-ci deviendront des

intervenants principaux dont la tâche consistera à évaluer les besoins en formation, à concevoir, à mettre en oeuvre et à évaluer les activités de formation et, ce qui est tout aussi important, à former éventuellement une réserve commune de spécialistes qualifiés et accrédités. Le PFRLT comporte une composante importante; en effet, tout le matériel de l'Atelier sur la conception et l'élaboration de cours et de l'Atelier sur les compétences en formation (les deuxième et troisième cours offerts respectivement) sera mis à la disposition de toutes les ISC de la région et diffusé dans le cadre des programmes de formation et de perfectionnement des ressources humaines de leurs institutions respectives.

Organisation et infrastructure de la formation régionale

Pendant l'atelier, les ISC ont reconnu que pour élaborer et mettre en oeuvre efficacement le PFRLT, les entités suivantes doivent participer activement : le Comité directeur de l'OLACEFS, en tant que superviseur général de la mise en oeuvre du Programme; le Secrétariat général de l'OLACEFS, qui a été proposé pour administrer les fonds fournis par la Banque interaméricaine de développement; l'IDI, agent de formation du PRFLT et mandataire d'autres organismes; les institutions supérieures de contrôle des finances publiques participantes et les organismes de financement.

Sans préjuger de la définition des rôles et des responsabilités des groupes mentionnés ci-dessus, les participants ont également examiné des outils tels que les lignes directrices sur la formation régionales et les plans stratégiques concernant le personnel de formation, et ils ont établi qu'il faudrait aussi avoir un groupe de spécialistes qualifiés et obtenir du financement de sources internes ou externes.

Ils ont aussi discuté d'un aspect organisationnel essentiel, soit la création du Comité de formation régional (CFR) qui serait chargé de proposer des plans de formation dans la région et de surveiller leur mise en oeuvre. Ce comité, dont les membres seront choisis et nommés à l'Assemblée générale annuelle de l'OLACEFS qui aura lieu en octobre 1998, à Caracas, au Venezuela, sera composé de représentants de trois à cinq pays qui ont de l'expérience en formation, s'intéressent au PRFLT et disposent des ressources nécessaires pour assurer son succès.

Buts et objectifs de la formation régionale

Les participants à l'atelier ont fixé les objectifs clés suivants pour la formation régionale et les ont approuvés : renforcer les capacités techniques des contrôleurs des ISC afin qu'ils appliquent adéquatement les techniques modernes de contrôle de l'efficacité, de l'efficacité et de la régularité de l'utilisation des ressources publiques; former des groupes spécialisés qui font figure de chefs de file dans chacune des ISC; former une réserve de ressources humaines dans les ISC où les activités sont exécutées selon l'éthique et de manière transparente; former les contrôleurs dans le domaine du contrôle informatique; promouvoir la connaissance et l'observation des

règlements dans le secteur public; promouvoir la rédaction et l'élaboration d'une terminologie de contrôle standard dans toute la région.

Plan de formation régional

Les ISC participantes se sont entendues pour que les plans de formation stratégiques et opérationnels soient mis à jour et élaborés régulièrement par le Comité de formation régional en tenant compte des domaines de formation cernés pendant l'Atelier.

Plan d'action

Les participants ont convenu d'un plan d'action qui devrait commencer par la rédaction et la diffusion du rapport de l'Atelier, lequel sera présenté à l'Assemblée générale qui se tiendra à Caracas, en octobre. Ils ont souligné en même temps qu'il est nécessaire de choisir rapidement et de manière rigoureuse les contrôleurs qui constitueront une réserve commune de formateurs pour le PRFLT.

Déclaration d'engagement des ISC

Enfin, en relation avec les résultats de l'Atelier, les ISC se sont engagées à l'égard des éléments qui sont considérés comme essentiels au succès du Programme, y compris la création et la tenue à jour d'une infrastructure informatique et d'un programme viable de formation régionale. Ces principaux éléments sont : a) lorsqu'une fonction de formation existe, il faut faire des efforts pour l'élargir et l'améliorer; b) lorsqu'une fonction de formation n'existe pas, il faut faire tous les efforts nécessaires pour l'établir.

En résumé, la participation a été excellente et les participants ont fait preuve de beaucoup d'enthousiasme et de discipline. L'Atelier de planification stratégique, qui constituait la première activité d'une série d'activités prévues dans le cadre du PFRLT, a donné des résultats très satisfaisants, et la qualité était excellente du point de vue technique. Nul doute que cet atelier servira à bien préparer les trois composantes qui suivront.

Remerciements

Les participants on unanimement remercié M. Victor Enrique Caso Lay, contrôleur général de la République du Pérou et président de l'OLACEFS, et son personnel pour leur bienveillante hospitalité et l'excellent soutien logistique et administratif qui a contribué au succès de l'Atelier. Les participants ont applaudi le professionnalisme et la générosité dont ils ont fait preuve en tout temps. Ils ont également remercié les animateurs de l'atelier de l'IDI pour leur excellent travail, la largeur d'esprit dont ils ont fait preuve en acceptant les postes proposés par les participants, leur dévouement et la qualité de l'atelier.

Pour obtenir de plus amples informations, prière de communiquer avec les auteurs à l'adresse suivante : Bureau du contrôleur général, Teatinos 56-58, Piso, Santiago de Chile, République du Chili. ■

Profil : Cour des comptes du Maroc

Par Mohammed Essaouabi, chef de Division, Cour des comptes du Maroc

La Cour des comptes du Maroc est une institution de contrôle des finances publiques (ISC) qui a un large éventail de responsabilités, notamment le contrôle de la régularité et de la gestion. Depuis sa création, en 1979, la Cour s'est beaucoup intéressée à la coopération internationale; elle est membre du Comité directeur de l'INTOSAI et du Comité des normes comptables de l'INTOSAI. Au niveau régional, la Cour est un membre actif de l'Organisation africaine des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (AFROSAI) et de l'Organisation arabe des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ARABOSAI).

Contexte — le système des comptes publics du Maroc

Le système des comptes publics du Maroc est fondé sur la séparation entre l'ordonnateur et le comptable. L'ordonnateur a le pouvoir d'autoriser les dépenses publiques à l'intérieur des limites budgétaires ou de percevoir les recettes. Un contrôleur, qui est un représentant du ministre des Finances, est affecté à chaque ministère. Le contrôleur a le pouvoir d'autoriser au préalable toutes les dépenses et de veiller à ce qu'elles n'excèdent pas le budget autorisé. Il autorise les dépenses en donnant un visa.

Les comptables sont des agents du ministre des Finances qui sont personnellement responsables de recevoir les recettes ou d'autoriser les paiements effectués à même les fonds publics et ils sont responsables de tout paiement inapproprié. Ils soumettent leurs comptes annuels à la Cour et sont assujettis à son contrôle juridictionnel.

Pouvoir légal

La loi créant la Cour des comptes du Maroc a été adoptée en septembre 1979. Aux termes de cette loi, la Cour a été chargée, en qualité d'Institution supérieure de contrôle des finances publiques, du plus haut niveau de contrôle de l'exécution des lois financières. La Cour, qui dispose de pouvoirs étendus en matière de contrôle de la régularité et de la gestion, a été créée d'après les systèmes de contrôle latins et anglo-saxons. Avant la création de la Cour, la Commission nationale des comptes était chargée du contrôle « a posteriori ». La Commission n'a pas obtenu les résultats escomptés en raison du manque de ressources et de sa dépendance à l'égard du ministère des Finances.

En septembre 1996, la Constitution a été modifiée pour que la Cour des comptes puisse effectuer la supervision générale de l'application des lois fiscales. La Cour est tenue d'assurer la régularité des opérations liées aux recettes et aux dépenses des ministères qui relèvent de son contrôle juridictionnel et d'évaluer la gestion des affaires qui en découlent. Elle peut appliquer des pénalités pour, au besoin, toute dérogation aux règles qui régissent ces opérations.

La Constitution a renforcé les prérogatives de la Cour en la chargeant expressément d'aider le Parlement et le gouvernement dans

ses domaines de compétence. La Constitution précise aussi que des cours des comptes régionales doivent être créées pour superviser les comptes des assemblées et des administrations locales et gérer les affaires qui en découlent. La Cour procède actuellement à la mise à jour de ses lois et à l'élaboration d'une nouvelle loi sur les cours des comptes régionales.

Indépendance

La Cour est indépendante des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires. Ses membres sont indépendants et ont le statut de magistrat. La Cour prépare son programme annuel en toute indépendance d'après les propositions des chambres. De plus, elle a un accès illimité aux dossiers et aux documents qui ont trait à la gestion des organismes de sa juridiction. Les administrateurs ou les agents des organismes publics doivent fournir tous les documents, les informations et les explications demandés. Il peut s'agir notamment de l'accès aux rapports des organismes de contrôle. Enfin, la Cour recrute directement son propre personnel et elle gère son budget de manière autonome.

Organisation

La Cour des comptes est composée du président, des vice-présidents, des conseillers, des auditeurs et du personnel de soutien. Les magistrats ont un statut spécial et jouissent de la même indépendance que les juges des cours et des tribunaux. Le président est le dirigeant de la Cour. Il est nommé par le roi pour une période illimitée. Le secrétaire général, qui est choisi parmi les conseillers, aide le président. Le procureur général du roi, qui est secondé par les avocats, n'intervient que dans les affaires juridictionnelles. Lorsqu'une affaire examinée par la Cour est de nature pénale, l'affaire est renvoyée au ministère de la Justice.

Voici en quoi consiste la structure organisationnelle de la Cour : les chambres réunies, qui peuvent donner des avis sur les questions de jurisprudence ou de procédure; la chambre du conseil, qui est chargée de l'application de la loi sur les magistrats (elle est aussi un organe consultatif pour les affaires spéciales); le président, qui répartit les travaux de contrôle entre les chambres, lesquelles peuvent être divisées en sections; et le comité des rapports, qui peut être subdivisé en commissions.

Gestion des ressources humaines

Les magistrats sont recrutés à deux niveaux par voie de concours ouvert aux candidats qui possèdent un diplôme de premier cycle et d'études supérieures avec spécialisation en droit, en économie et en finances, etc. Les magistrats reçoivent ensuite pendant deux ans une formation théorique et en cours d'emploi. Le programme de formation couvre tous les aspects du mandat de la Cour et il est offert localement et à l'étranger. À la fin de la période de formation, les magistrats doivent subir un examen de qualification. S'ils réussissent,

leur grade est confirmé. Les candidats qui échouent reçoivent une année additionnelle de formation. S'ils échouent après cette troisième année de formation, ils sont licenciés ou peuvent réintégrer leur ancien poste. À l'heure actuelle, la Cour compte environ 80 magistrats. Les 50 autres magistrats recrutés cette année suivent leur formation de deux ans à l'École nationale d'administration (ENA). Ce recrutement additionnel a été entrepris étant donné le projet de création des cours des comptes régionales.

Mandat

La Cour des comptes a des pouvoirs très étendus dans le domaine du contrôle de la régularité et de la gestion.

Contrôle de la régularité

Le contrôle de la régularité consiste à juger les comptes et les affaires de violation des règlements budgétaires et financiers (par les comptables et les ordonnateurs respectivement).

La Cour rend un jugement sur tous les comptes soumis par les comptables. Un magistrat rapporteur est désigné pour examiner les justifications, la validité et la fiabilité des transactions représentant les recettes et les dépenses. Le rapport sur le compte est envoyé au procureur général du roi pour que ce dernier en fasse l'examen et tire des conclusions; il est ensuite présenté à un collège composé d'un maximum de quatre magistrats. Le processus de jugement des comptes consiste en un jugement préliminaire qui est envoyé au comptable aux fins de commentaire, après quoi un jugement final est rendu. Si le compte est régulier, le comptable est disculpé.

Si le comptable ne s'est pas conformé aux règlements et s'il a payé en contravention des conditions imposées, il est tenu de rembourser le montant du déficit constaté dans son compte. Dans le cas de fraude, l'affaire est soumise au ministère de la Justice et renvoyée au tribunal pénal compétent.

La Cour a aussi le pouvoir de juger et d'imposer des pénalités aux ordonnateurs trouvés coupables d'avoir enfreint les règlements budgétaires et financiers. Elle peut imposer des amendes dans les cas de violation des règlements. Le procureur général du roi peut demander à la Cour d'intervenir dans les questions juridictionnelles. Elle fonctionne comme un tribunal où ceux qui sont appelés à témoigner peuvent se faire représenter par un avocat. Les jugements de la Cour peuvent cependant être cassés par la Cour suprême.

Contrôle de gestion

La Cour est mandatée pour effectuer des contrôles visant à évaluer la gestion et à recommander des améliorations de l'efficacité et de l'efficacités. Ces contrôles portent sur tous les aspects de la gestion, notamment l'atteinte des objectifs fixés de même que la régularité et l'importance des opérations de l'entité.

Les rapports de gestion sont envoyés à l'entité contrôlée et au ministère et ceux-ci doivent répondre aux commentaires de la Cour dans les délais fixés avant que celle-ci finalise le rapport. La Cour examine ensuite les cas les plus importants et décide s'ils sont inclus dans le rapport général des activités.

Les contrôles de gestion s'appliquent à l'ensemble des ministères publics, des sociétés et des organismes publics; si le financement public excède 33 p. 100, les contrôles sont obligatoires; s'il est inférieur à 33 p. 100, les contrôles sont facultatifs. La Cour est également autorisée à effectuer des contrôles de gestion aux niveaux régional et local (régions, provinces, municipalités, etc.).

Rapports

Le président de la Cour est tenu de présenter au roi un rapport annuel des activités de la Cour. Le rapport annuel présente les constatations des contrôles de la régularité et de la gestion et comprend un sommaire du rapport de l'exécution du budget national. De plus, la Cour a comme mandat de présenter au Parlement un rapport annuel sur la mise en oeuvre du budget national et une déclaration générale de conformité des comptes soumis à la Cour par les comptables ainsi que des comptes généraux de l'État préparés par le ministre des Finances. La Cour fait aussi rapport au premier ministre, au ministre des Finances, aux ministres compétents et aux représentants des entités publiques sur ses contrôles de gestion et s'attend à ce que des mesures correctives soient prises.

Défis que la Cour doit relever

Depuis sa création, en 1979, la Cour des comptes a joué un important rôle dans le processus redditionnel et le processus de contrôle. La Constitution révisée de 1966 a renforcé ses pouvoirs afin d'assurer une saine utilisation des fonds publics. Dans ce contexte, la Cour continue d'examiner et de relever de nombreux défis.

Son premier défi consiste à s'acquitter de la nouvelle mission qui lui a été confiée par la Constitution, à savoir fournir une assistance au Parlement et au gouvernement. La création des cours des comptes régionales pour assurer le contrôle des administrations régionales et locales pose un autre défi, et la Cour des comptes demeurera une cour d'appel pour les décisions rendues par les cours des comptes régionales. Enfin, à mesure que les contrôles de gestion augmenteront, la Cour devra améliorer ses processus et ses méthodes de contrôle et elle devra aussi élaborer son propre manuel de procédures.

Pour obtenir de l'information supplémentaire, communiquer avec la Cour des comptes, n° 44, avenue de France, B.P. 706, Agdal, Rabat, Maroc. (Télécopieur : 211 7 77 31 68). ■

Publications à signaler

L'Institut des vérificateurs internes offre, à l'échelle mondiale, des services de soutien et de formation ainsi que des directives aux vérificateurs internes. Chaque numéro de la publication bimestrielle de l'organisation, *Internal Auditor*, examine des sujets qui intéressent les membres de la profession. Le numéro d'août 1998 examinait les perspectives mondiales et comprenait un article du président de l'Institut des vérificateurs internes, Jean-Pierre Garitte, dans lequel ce dernier fait état des alliances de l'Institut avec d'autres organisations, y compris l'INTOSAI. En septembre, l'Institut a publié un livre intitulé *Million Dollar Frauds*. Rédigé par Gary McKechnie et Nancy Howell, ce livre comprend onze études de cas de fraude qui ont fait les manchettes au cours des dix dernières années — les causes et les mécanismes — et de l'information utile sur la détection et la prévention de la fraude. Les autres publications de l'Institut comprennent des textes et des guides de vérification sur les contrôles environnementaux, l'éthique, les techniques de prévention et de détection de la fraude et le contrôle interne. L'Institut offre aussi un large éventail de cours de formation, de séminaires et de conférences. Certains produits de l'Institut sont également offerts en d'autres langues que l'anglais. Pour obtenir plus d'information sur les produits et les services de l'Institut ou un exemplaire de son catalogue, veuillez écrire à l'adresse suivante : **Customer Service Center, The Institute of Internal Auditors, 249 Maitland Avenue, Almonte Springs, Florida 32701-4201, É.-U.** Vous pouvez aussi communiquer avec cette organisation par télécopieur au ++407 831-5171 ou par courrier électronique à l'adresse <custserv@theiia.org>.

Plusieurs publications récentes du General Accounting Office des États-Unis examinent les questions discutées par les membres de l'INTOSAI et qui sont susceptibles d'intéresser les lecteurs. Un guide à l'intention des cadres, intitulé « Information Security Management : Learning from Leading Organizations, AIMD-98-68 », présente les résultats d'une étude de huit organisations non fédérales qui possèdent des programmes de sécurité de l'information supérieurs et cerne les pratiques dont pourraient tirer profit les organismes gouvernementaux. Ce guide présente aussi des critères que les vérificateurs peuvent appliquer pour trouver les causes principales des lacunes de la sécurité de l'information et pour recommander des mesures correctives connexes. D'autres publications portent sur les problèmes informatiques que pose le « passage à l'an 2000 ». Le guide intitulé « Year 2000 Computing Crisis : An Assessment Guide, AIMD-10.1.14 » fournit un cadre et une liste de contrôle pour évaluer l'état des préparatifs des organismes publics en vue de leur adaptation à l'an 2000. Le guide intitulé « Year 2000 Business Continuity and Contingency Planning, AIMD-10.1.19 » discute des efforts portant sur la gestion et l'atténuation du risque, et le guide intitulé « Year 2000 Computer Crisis : A Testing Guide, AIMD-10.1.21 » complète le Guide d'évaluation et fournit une orientation plus détaillée pour les tests.

Deux publications traitent de la privatisation. Le GAO a préparé un petit glossaire intitulé « Terms Related to Privatization,

GGD-97-121 » afin de promouvoir une meilleure compréhension des concepts et des méthodes associés aux initiatives de privatisation aux États-Unis. La deuxième publication de poche, « Privatization : Questions State and Local Decisionmakers Used When Considering Privatization Options, GGD-98-87 », constate l'accroissement des activités de privatisation et met en lumière les leçons apprises.

On peut se procurer sans frais les produits du GAO, en anglais seulement, à l'adresse suivante : **U.S. GAO — Office of International Liaison, 441 G Street NW — Room 7806, Washington, DC 20548, É.-U.** Il est également possible de les commander par télécopieur au ++202-512-4021, ou de les télécharger à partir de la page d'accueil du GAO à l'adresse <<http://www.gao.gov>>.

L'Organisation des vérificateurs externes (Organos Autonomicos de Control Externe) de l'Espagne publie un magazine en espagnol intitulé *Auditoria Publica*. Chaque numéro comprend des articles qui peuvent intéresser les vérificateurs, des examens des publications pertinentes et de l'information sur les activités des institutions membres. Le numéro de décembre 1997 était consacré à la privatisation et comprenait des articles sur des cas de privatisation en Espagne, dans les pays de l'Union européenne et au Royaume-Uni. Pour obtenir de l'information sur l'Organisation et ses publications veuillez écrire à l'adresse suivante : **Auditoria Publica, Arca, 1-3, 01005 Vitoria-Gasteiz, ESPAGNE.** Télécopieur : ++945-140775; adresse Internet : <<http://www.auditoriapublica.com>>; courrier électronique : <revista@auditoriapublica.com>.

Le Comité de la gestion publique (PUMA) de l'OCDE publie un bulletin trimestriel en mars, juin, septembre et décembre. Le bulletin, intitulé *Optique : Gazette de la gestion publique*, présente de courts articles sur des questions d'intérêt et des faits nouveaux dans les pays membres. Par exemple, le numéro de juin 1998 comprenait : plusieurs articles sur l'éthique; un article de fond sur le programme de réforme administrative de l'Autriche; de courts (un paragraphe) sommaires sur les changements apportés à la structure et à l'administration gouvernementales en Suède, en Grèce, en Turquie, en Corée, en Pologne, au Danemark, au Royaume-Uni, en Hongrie, en Finlande, en Australie, au Japon, en Espagne, en Italie, au Mexique, aux Pays-Bas et en Nouvelle-Zélande; la chronique intitulée Millénaire — le compte à rebours traitait des mesures prises par la France, le Royaume-Uni, le Canada, les États-Unis et la Belgique pour relever les défis du passage à l'an 2000. Des copies papier du bulletin peuvent être commandées à l'adresse suivante : PUMA, OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 Paris Codex 16, FRANCE; télécopieur : ++33-1-45-24-87-96; courrier électronique : <pum.contact@oecd.org>. *Optique en-ligne* est un bulletin électronique connexe publié tous les mois sur le site Web du Comité de la gestion publique : <http://www.oecd.org/puma/focus>. ■

Dans le cadre de l'INTOSAI

La Revue de l'INTOSAI est « prête pour l'an 2000 »

Le logiciel de soutien administratif de la *Revue internationale de la vérification des comptes publics* a récemment été adapté à l'an 2000. Ainsi, les systèmes financiers, les abonnements et les autres systèmes administratifs de la *Revue* pourront traiter correctement les dates des XX^e et XXI^e siècles.

Comme nous l'avons déjà indiqué dans *La Revue* (numéro de juillet 1997, p. 10), tout de suite après minuit le 1^{er} janvier de l'an 2000, nombre d'ordinateurs dans le monde pourraient mal fonctionner ou produire des données erronées simplement parce que la date a changé. Le problème du passage à l'an 2000 existe à cause de la façon dont sont enregistrées et calculées les dates dans bien des systèmes. Au cours des dernières décennies, les systèmes ont normalement représenté l'année par les deux derniers chiffres (1997 par « 97 », par exemple) pour économiser de l'espace de stockage et

réduire les frais d'exploitation. Dans une représentation à deux chiffres de ce type cependant, l'année 2000 ne peut être distinguée de l'année 1900, ou l'année 2001 de l'année 1901, et ainsi de suite. Ainsi, les programmes informatiques, comme celui de *La Revue*, qui font des calculs, des comparaisons ou des tris en fonction de dates, pourraient produire une information incorrecte après l'année 1999.

La *Revue* a constaté ce problème et elle a, à l'instar de nombreuses autres organisations, entrepris un projet d'analyse du logiciel de son système ainsi que du langage utilisé pour développer le logiciel. Des experts ont établi comment le logiciel produit, manipule et conserve la représentation à deux chiffres de l'année et ils ont ensuite modifié le système de *La Revue* à l'aide du logiciel spécialisé afin de l'adapter à l'an 2000. Pour obtenir de plus amples informations, veuillez communiquer à l'adresse qui suit : *International Journal of Government Auditing*, c/o U.S. General Accounting Office, 441 G Street, N.W., Room 7806, Washington, D.C. 20548, É.-U.

Adresses électroniques des ISC

Afin d'appuyer la stratégie de communication de l'INTOSAI, nous publierons dans chaque numéro de la *Revue* les adresses électroniques ou Internet des ISC, des programmes de l'INTOSAI et des organismes professionnels connexes. On y trouvera également les adresses des pages d'accueil sur le Web (WWW). Les ISC sont priées d'informer la *Revue* de toute nouvelle adresse électronique.

Secrétariat général de l'INTOSAI :

<intosai@rechnungshof.gv.at> et
<http://www.intosai.magnet.at/intosai/>

Revue internationale de la vérification des comptes publics :
<75607.1051@compuserve.com>

Initiative de développement de l'INTOSAI :
<IDI@oag-bvg.gc.ca>

Comité de contrôle écologique de l'INTOSAI :
<http://www.rekenkamer.nl/ea>

Comité de la privatisation de l'INTOSAI :
<http://www.open.gov.uk/nao/intosai/home.htm>

ASOSAI : <asosai@ca.mbn.or.jp>

EUROSAI : <tribunalcta@tcu.es>

ISC de l'Afrique du Sud : <debbie@agsa.co.za> et
<http://www.agsa.co.za>

ISC de l'Allemagne : <BRH_FFM@t-online.de> et
<http://www.Bundesrechnungshof.de>

ISC de l'Australie : <ag1@anao.gov.au> et
<http://www.anao.gov.au>

ISC de Bahreïn : <audit@mofne.gov.bh>

ISC du Bangladesh : <saibd@citechco.net>

ISC de la Belgique : <Internat@ccek.be>

ISC du Brésil : <sergiofa@tcu.gov.br>; et <http://www.tcu.gov.br>

ISC du Canada : <http://www.oag-bvg.gc.ca>

ISC de la Chine : <cnao@public.east.cn.net>

ISC de la Corée : <gsw290@blue.nowcom.co.kr> et
<http://www.bai.go.kr>

ISC du Costa Rica : <xcisnado@casapres.go.cr>

ISC de la Cour des comptes européenne : <euraud@eca.eu.int> et
<http://www.eca.eu.int>

ISC de la Croatie : <colic@rivizija.hr> et
<http://www.revizija.hr>

ISC du Danemark : <rigsrevisionen@rigsrevisionen.dk> et
<http://www.rigsrevisionen.dk>

ISC de l'Espagne : <TRIBUNALCTA@bitmailer.net>

ISC de l'Estonie : <riigikontroll@sao.ee> et <http://www.sao.ee>

ISC des États-Unis d'Amérique : <oil@gao.gov> et
<http://www.gao.gov>

ISC des Fidji : <audit@itc.gov.fj>

ISC de la Finlande : <kirjaamo@vtv.fi>

ISC de Hong Kong : <audaes2@aud.gen.gov.hk> et
<http://www.info.gov.hk/aud/>

ISC de l'Inde : <cag@giasd101.vsnl.net.in>

ISC de l'Indonésie : <bepekari@centrin.net.id>

ISC de l'Irlande : <webmaster@audgen.irlgov.ie> et
<http://www.irlgov.ie/audgen>

ISC du Japon : <kys00366@niftyserve.or.jp> et
<http://www.jaudit.admix.go.jp>

ISC de la Jordanie : <audit-b@amra.nic.gov.jo>

ISC du Koweït : <aha@audit.kuwait.net>

ISC de la Lettonie : <http://www.lrvk.gov.lv>

ISC du Luxembourg : <chaco@pt.lu>

ISC de la Malaisie : <jbandit@audit.gov.my>

ISC de Malte : <nao.malta@magnet.mt>

ISC de Maurice : <auditdep@bow.intnet.mu>

ISC du Mexique : <cmhsecpart@compuserve.com.mx>

ISC du Népal : <oagnp@oagnp.mos.com.np>

ISC du Nicaragua : <continf@lbw.com.ni>

ISC de la Norvège : <riksrevisjonen@riksrevisjonen.no>

ISC de la Nouvelle-Zélande : <oag@oag.govt.nz> et
<http://www.netlink.co.nz/%7e.oag/homec.htm>

ISC d'Oman : <sages@gto.net.om>

ISC du Pakistan : <mohsin%auditgenpk@sdnpk.undp.org>

ISC du Panama : <dmarl@contraloria.gob.pa>

ISC de Papouasie-Nouvelle-Guinée : <amrita@online.net.pg>

ISC du Paraguay : <director@astcgr.una.py>

ISC des Pays-Bas : <BJZ@Rekenkamer.nl> et
<http://www.rekenkamer.nl>

ISC du Pérou : <dcio0@condor.gob.pe> et
<http://www.rcp.net.pe/CONTRALORIA>

ISC de la Pologne : <http://www.nik.gov.pl>

ISC du Portugal : <dg.tcontas@mail.telepac.pt>

ISC du Qatar : <qsab@qatar.net.qa>

ISC du Royaume-Uni : <international.nao.@ginet.gov.uk> et
<http://www.open.gov.uk/nao/home/htm>

ISC de la Russie : <sjul@gov.ru>

ISC du Salvador : <cdcr@es.com.sv>

ISC de Singapour : <ago_email@ago.gov.sg> et
<http://www.gov.sg/ago>

ISC de la Slovénie : <anton.antoncic@racsod.sigov.mail.si>

ISC de la Suède : <int@rrv.se> et <http://www.rrv.se>

ISC de la Suisse : <Balmer@efk.admin.ch>

ISC du Suriname : <http://www.parbo.com>

ISC de la Thaïlande : <oat@vayu.mof.go.th>

ISC de la Turquie : <saybsk3@turnet.net.tr>

ISC de l'Uruguay : <tribinc.@adinet.com.uy>

ISC du Venezuela : <102213.3237@compuserve.com> et
<http://www.cgr.gov.ve>

ISC du Yémen : <COCA@Y.NET.YE>

Institut des vérificateurs internes : <iia@theiia.org> et
<http://www.theiia.org>

Consortium international pour la gestion des comptes publics :
<http://financenet.gov/icgfm.htm>

Fédération internationale des comptables : <http://www.ifac.org>

Calendrier des événements de l'INTOSAI en 1998-1999

Octobre

*VI^e Assemblée générale de l'ARABOSAI
Le Caire, Égypte
29 septembre-4 octobre*

*VIII^e Assemblée générale de l'OLACEFS
Caracas, Venezuela
12-17 octobre*

Novembre

*Réunion du Groupe de travail pour le
contrôle écologique
Lima, Pérou
1-5 novembre*

*XVI^e INCOSAI
Montevideo, Uruguay
7-14 novembre*

*Atelier de formation des instructeurs de
l'ARABOSAI/IDI
Libreville, Gabon
1-26 novembre*

*Cours n° 1 du PRFLT de l'ASOSAI/IDI
Programmes de vérification et docu-
mentation
New Delhi, Inde
30 novembre-11 décembre*

Décembre

1999

Janvier

Février

*XVII^e Réunion du Comité directeur de
l'EUROSAI
Prague, République tchèque
11-12 février (provisoire)*

Mars

Avril

Mai

*Réunion du Comité directeur de
l'INTOSAI
Vienne, Autriche
26-27 mai (provisoire)*

*IV^e Congrès de l'EUROSAI
Paris, France
31 mai-4 juin*

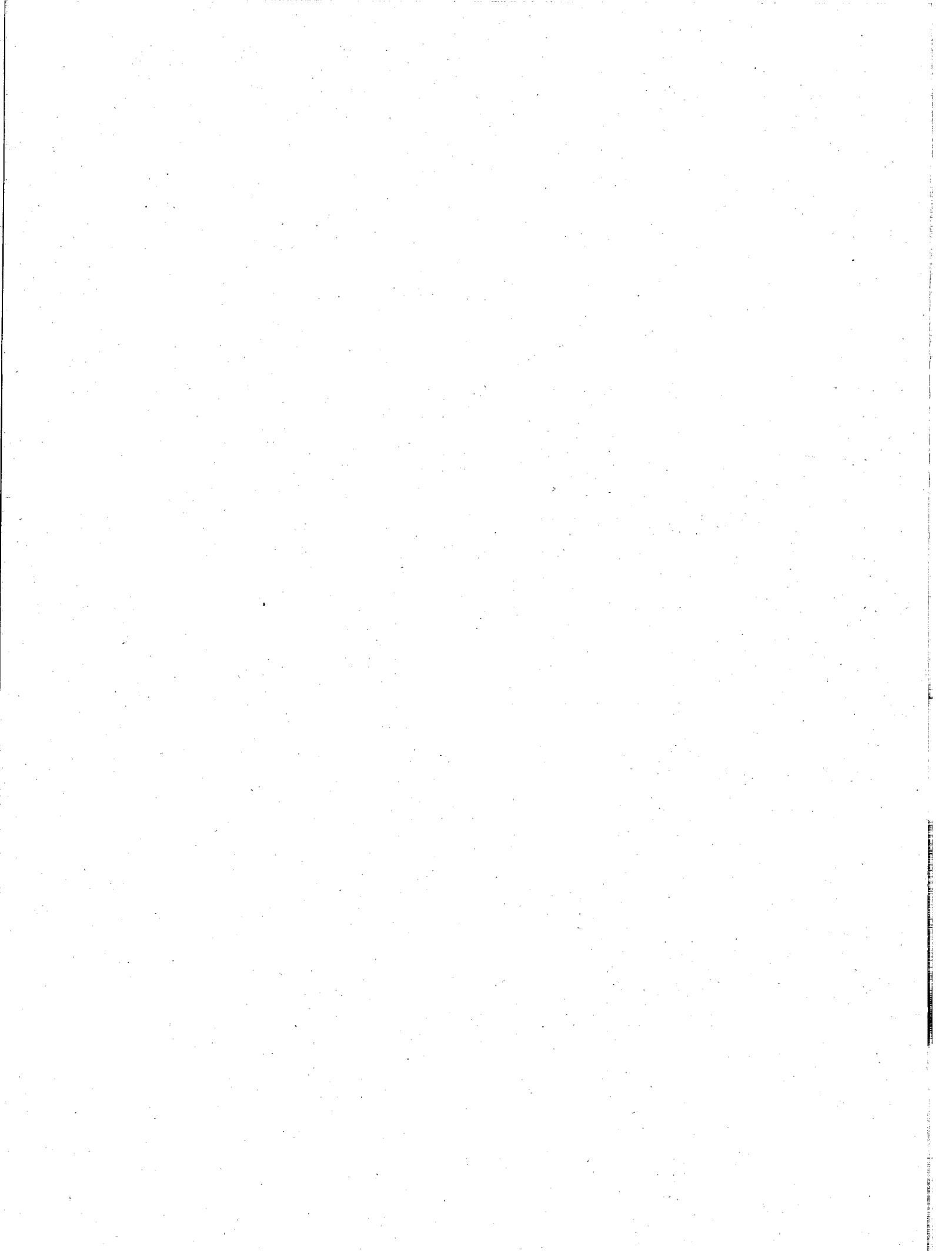
Juin

Juillet

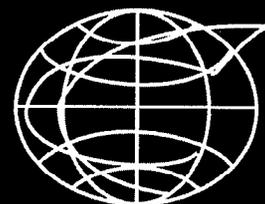
Août

Septembre

N.D.L.R. : Ce calendrier est publié à l'appui de la stratégie de communication de l'INTOSAI et comme moyen d'aider les membres de l'INTOSAI à planifier et à coordonner leurs engagements. Figuretront dans cette section régulière de la Revue les événements intéressants l'ensemble des membres de l'INTOSAI et les événements régionaux tels que les congrès, les assemblées générales et les réunions des comités directeurs. En raison de l'espace restreint, les nombreux cours de formation et autres réunions professionnelles offertes par les régions ne peuvent être inclus. Pour plus de renseignements, s'adresser au secrétaire général de chaque groupe de travail régional.



INTOSAI



Printed on
Recycled Paper